

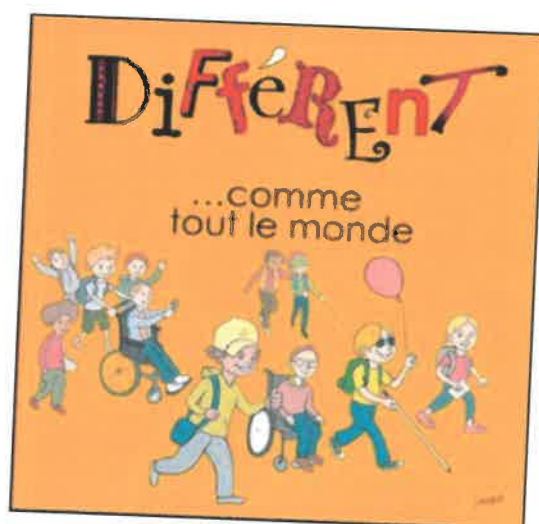
## 6/ PERMETTRE UNE MEILLEURE INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPEES PAR DES ACTIONS DE SENSIBILISATION DU PUBLIC :

- Depuis 2009, la Ville de Montpellier organise « **HANDI'COM** », une manifestation de sensibilisation au handicap et à l'accessibilité en partenariat avec les associations issues du Comité de Liaison. Le but est de « *changer les regards, pour changer les comportements* » par le biais de stands d'information, d'animations (initiation LSF, braille, ateliers dans le noir, quizz, etc.) et du handisport (boccia, pétanque, tandem, handbike, torball, sarbacane, ping-pong, aviron, etc.). Via la plateforme démontable « *Mobil'Hand* », des mises en situation permettent au grand public, aux agents de la Ville et aux scolaires de vivre le quotidien d'une personne handicapée en fauteuil et en canne blanche au sein d'e son habitation, d'un commerce et sur la voirie. Au fil du temps, « *Handi'Com* » s'est tenu sur la place de la Comédie, la Place Tastavin (Croix d'Argent), le campus Universitaire Triolet puis sous l'aqueduc des Arceaux.  
Depuis 2015, la manifestation a lieu dans la salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville. L'édition 2017 a permis de sensibiliser plus de 600 enfants des écoles de la Ville les mardi 7, jeudi 9 et vendredi 10 novembre 2017.
- L'Édition 2017 a eu la particularité aussi de mettre en avant le « **Sport Partagé** » le mercredi 8 novembre dans le Gymnase COUDERC (Croix d'Argent).
  - Le matin, des activités d'handisport et de sensibilisation ont été organisées pour 65 élèves valides et en situation de handicap (ULIS) de l'école VOLTAIRE : Torball, Cécifoot, HandiBasket, animés par les animateurs sportifs du Service des Sports de la Ville et de la Fédération Française de Football.
  - L'après-midi, près de 200 jeunes (12-17 ans) licenciés au Croix d'Argent Basket (CAB) se sont mis en situation sous forme de mini-challenge mixtes avec des membres du MHBA (Montpellier Handi Basket Association).
  - De 18h30 à 20h, un match exhibition mixte a eu lieu avec des joueuses de l'équipe première et réserve du BLMA (Basket Lattes Montpellier Agglomération) et les handi-basketteurs du club MHBA (Montpellier Handi-Basket Association). Un beau moment d'échange et de partage autour du ballon rond.
  - En parallèle, six Jeunes « Chantier Citoyen » (Association Le Passe Muraille) ont accompagné les scolaires sur les différents ateliers. Cette semaine de découverte du monde du handicap et de l'accessibilité leur a permis de peindre une fresque dédiée au Handi'Sport sur les murs du Gymnase COUDERC.





- La manifestation « **Différent... comme tout le monde** » parrainée par le Préfet en mission de service public, Jean-Christophe Parisot de Bayard, est depuis 2014 fortement soutenue par la Ville de Montpellier via la mise à disposition en février 2017 de la Salle PAGEZY, par un appui logistique et par une subvention de 5 000€. Cet événement a permis de sensibiliser 1 587 **collégiens** issus de 22 collèges de l'Hérault dont 10 de Montpellier (800 collégiens) aux thématiques du handicap. Les ateliers thématiques des associations (LSF, braille, etc.), les mises en situation (fauteuil et canne blanche), les témoignages des intervenants et parrains, la couverture médiatique régionale et nationale ont permis la réussite de cette opération handi-citoyenne.





- Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier se mobilise en faveur de l'accessibilité des citoyens sourds. La « *Journée Mondiale des Sourds* » a été célébrée le 23 septembre 2017. Après l'édition de 2016, la Mairie de Montpellier a une nouvelle fois hissé au fronton de l'Hôtel de Ville, et ce pendant une semaine, le drapeau « *Sign Union Flag* », réalisé par Arnaud BALARD, artiste sourd (ci-dessous), en présence de Mme Annie YAGUE, Adjointe déléguée aux Affaires Sociales devant une foule rassemblant sur le Parvis des associations de personnes sourdes, leurs amis et leurs familles.



- Pour la deuxième année consécutive, le collectif **IRRP** (Information Recherche Rétinite Pigmentaire) a rassemblé 400 personnes issues des associations de déficients visuels et de leurs bénévoles pour « *La Marche pour la Vue* », une marche sportive et culturelle qui a eu lieu le dimanche 15 octobre 2017 sur la Place de la Comédie.

Les participants ont ainsi pu découvrir le Patrimoine historique de Montpellier en longeant soit l'Aqueduc de Pitot sur 12 km, ou découvrir l'Ecusson sur 4 km guidés par les étudiants du BTS Tourisme du Lycée Georges Frêche. Le but de la manifestation était de sensibiliser le Grand Public sur les pathologies rétinienues et de récolter des fonds pour la recherche scientifique. Ainsi 46 489 € ont été reversés à l'INSERM de Montpellier (18 000€) et d'autres Centres de recherche sur la vision. Un projet similaire est à l'étude pour 2018.



## 7/ LA COMMUNICATION ET L'INFORMATION :

Le site Internet de la Ville : est accessible depuis plusieurs années. En 2013, une nouvelle version l'a rendu **conforme aux normes WCAG 2.0 et RGAA 2.2** (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) et reprend régulièrement les attentes des déficients visuels et des personnes sourdes issues du monde associatif pour pouvoir encore le rendre plus accessible. L'accès aux rubriques est ainsi facilité par des codes structurés et adaptés aux personnes en situation de handicap. En plus des pages dédiées aux services (culture, jeunesse, etc.), une page dédiée recense les informations d'accessibilité.

Le site Internet de la Ville de Montpellier permet aussi de présenter ses lieux d'arts et de culture accessibles aux personnes handicapées : Carré Ste-Anne, La Panacée, etc. <http://www.montpellier.fr/287-handicap-et-accessibilite.htm>

Les échanges réguliers entre les usagers et le Service Communication permettent d'évaluer et d'améliorer le site internet de la Ville.

- 7.1) Pour les personnes sourdes, de nouvelles vidéos en LSF sous-titrées et doublées permettent d'expliquer les principales démarches administratives (Etat Civil, Copie Acte Naissance, Copie Acte Mariage, Copie Acte Décès, Déclaration de Naissance, Déclaration de Décès, Inscription Listes Electorales, Activités Maison de la Démocratie, CCAS, etc.).



Les séances du Conseil Municipal en vidéo



- 7.2) Toutes les **séances du Conseil Municipal** sont traduites en LSF. L'image de l'interprète en régie est insérée à l'écran et dans les vidéos visibles en direct en ligne puis en archives. La Ville étudie la possibilité d'avoir une retransmission différée qui permette que l'interprète soit dans un encart plus grand que la personne qui prene la parole

- 7.3) Présence d'interprètes lors de réunions de la Ville avec le public (exemple Journées du Patrimoine du 16 septembre 2017), lors de la période estivale à l'Office de Tourisme ou d'événements tels que la **Journée internationale des droits des femmes** le 8 mars, la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida le 1<sup>er</sup> décembre, etc.
- 7.4) Pour les inscriptions scolaires et les dossiers de subvention, il fallait auparavant téléphoner pour prendre un rendez-vous. Depuis la rentrée de septembre 2016 une adresse électronique spécifique a été rajoutée sur chaque formulaire. Nous souhaitons l'étendre à tous les Services. La plateforme en ligne permet de faciliter les démarches pour accéder à ces services.
- 7.5) L'abonnement au Service de **Téléalerte Météo par SMS** est accessible pour les personnes sourdes.



- 7.6) Pour les déficients visuels, traduction en braille en 25 exemplaires du journal municipal « **Montpellier Notre Ville** » (MNV) qui est adressé, via le Centre de Transcription et d'Édition en Braille de Toulouse, à des Montpelliérains qui en ont fait la demande via la FAF-LR auprès du CCAS et du Service Communication de la Ville (coût près de 8 000 €). Il est consultable dans les médiathèques, sur le site de la Ville et accessible aux logiciels de lecture pour mal et non-voyants.





## 8/ LES ACTIONS EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES :

### 8.1) Pour la Ville en tant qu'employeur :

- La Ville de Montpellier a signé début 2015 une procédure de conventionnement avec le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique. Cf. délibération du CM du 17 décembre 2014 en Annexe 10). Ce fonds, alimenté par les contributions des collectivités qui ne respectent pas l'obligation d'emploi de 6% d'agents en situation de handicap, permet aux collectivités, qui respectent ce taux, de pouvoir financer certains travaux dans les locaux professionnels, des équipements et des aménagements de poste pour le maintien dans l'emploi de ses personnels. Le diagnostic préalable au projet de conventionnement ainsi que le plan d'action ont été présentés au Comité Hygiène et Sécurité (CHS) du 26 juin 2014 et la convention a été soumise au CHS du 20 novembre 2014. Le projet a été validé par le Comité National d'Engagement du FIPHFP le 13 octobre 2014, étape préalable à la présentation du projet au Comité Local d'Engagement le 27 novembre 2014.

La collectivité bénéficie d'un financement important (958 154 € sur 3 ans), afin de pouvoir passer de 4,8% en 2014 à 6% de personnels en situation de handicap en 2017 en recrutant (article 38, mutation, détachement, concours, contractuels) 18 personnes en situation de handicap (dont 3 apprentis) sur les 3 ans (2015-2017).

**Les efforts de la Ville ont permis d'arriver à 5,50% en 2015 et de dépasser l'objectif des 6% pour atteindre 7,02% fin 2016 et 7,98% fin 2017.**

Le nombre d'agents en situation de handicaps employé par la Ville de Montpellier s'élève à 308 sur un effectif total de près de 4 000 personnels.

Au 1<sup>er</sup> mai 2017, les Directions des Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole ont été mutualisées. Elles sont devenues le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales. La Direction de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'accompagnement Managérial comprend le Service de Vie au Travail où l'Unité Ingénierie et Ergonomie à une Cellule Handicap. Celle-ci comprend une Ergonome-Référent Handicap et une Chargée de pilotage administratif et financier de la Convention avec le FIPHFP.

A ces chiffres, s'ajoute l'action des professionnels du Service de Vie au Travail (un Responsable d'Unité, d'un Ingénieur Prévention, d'une Technicienne de Prévention, deux psychologues du travail, trois assistantes sociales et trois médecins de prévention) pour répondre aux problématiques de santé des agents :

- 168 agents en restriction ont été suivis en 2017 par les ergonomes :
  - 49% pour des aménagements techniques de poste,
  - 31% pour du maintien dans l'emploi,
  - 2% pour des prothèse-orthèses, fauteuil roulant (accord-cadre avec un fournisseur pour une meilleure réactivité) et l'octroi d'auxiliaires de vie professionnels (via la structure SOLIFE).
  - 18% des agents ont été accompagnés par les assistantes sociales dans la constitution de leur dossier auprès de la MDPH.

Une procédure spécifique a été créée de manière à favoriser la mise en place du **Télétravail** pour compenser une situation de handicap indépendamment de la procédure de droit commun. Le matériel informatique mis à la disposition des agents a été pris en charge par la Direction des Systèmes d'Information de la Ville.

- **Aménagement du temps de travail** pour les personnels en situation de handicap qui préparent un concours.
- Des prestations ponctuelles et spécifiques sont sollicitées par l'ergonome pour le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap. Ainsi des partenariats existent avec l'**ARIEDA** (Association Régionale pour l'Intégration et l'Education des Déficiants Auditifs), la **FAF-LR** (Fédération des aveugles et Amblyopes de France-Languedoc/Roussillon).

Sur 2017, le FIPHFP a financé pour 165 871 € d'actions pour améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap, dont (exemples) :

- 23 études ergonomiques : 13 300 €
- achats de 7 fauteuils ergonomiques : 25 784 €
- mobiliers adaptés : 7 337 €
- 4 agents de la ville ont été équipés de de tablettes numériques qui permettent à un interprète en Langue des Signes Française (LSF) de traduire en direct les informations ou les conversations souhaitées via la plateforme **ELIOZ** (coût 11 529 €).
- Equipement bureautique adapté : 15 500 €
- Prothèse-Orthèse : 4 500 €



Mais aussi :

- Formation des apprentis en situation de handicap : 53 800 €
- Formations qualifiantes pour des personnes en situation de handicap pour des remises à niveau et la préparation à des concours : 15 000 €
- 2 cours d'initiations à la LSF pour 50 agents assurés par l'ARIEDA,
- 5 séances de saynètes de mise en situation professionnelle pour l'accueil et le recrutement d'un agent en situation de handicap par l'association « Théâtre à la Carte » pour plus de 200 agents, dont 10 du CCAS.
- 14 agents des différents services de la DRH (Cellule Handicap,

Psychologues, Médecins de Prévention, Assistantes Sociales, Cellule Mobilité, etc.) ont suivi une formation animée par un organisme spécialisé pour la prise en compte du handicap psychique.

#### Perspectives :

- s'adapter à la nouvelle offre de service des « Opérateurs de Placement Spécialisés » (anciennement CAP EMPLOI et SAMETH).
- Grâce à la mise en œuvre d'une prolongation de sa convention avec le FIPHFP pour une année supplémentaire jusqu'à fin 2018, la Ville souhaite mieux se structurer et atteindre ses objectifs dans le cadre modifié de la Mutualisation des DRH Ville-Métropole.  
- Cette année supplémentaire permettra d'accroître la communication interne déjà existante à destination des agents (journal « En Commun ») et des cadres (la Lettre à destination des Managers) sur les thèmes de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la Collectivité, etc.

#### 8-2) Pour tous les employeurs :

- Depuis 2012, la **Ville de Montpellier** soutient le forum « **HANDI'JOB** » organisé par Cap-Emploi (APSH34). Ce forum, qui existe depuis 2010, a pour objectif de promouvoir l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. La Ville a accueilli les éditions 2013 et 2014 dans la salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville pendant la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEPH), puis au Corum de Montpellier pour les éditions 2015, 2016 et 2017. Une aide logistique, matérielle et une subvention de 2 200 € a été accordée par la Ville à cette manifestation. Plus de 230 offres d'emploi ont été proposées sur les 130 stands regroupant près de 90 entreprises, 30 centres de formation, 7 OPCA (Organisme Paritaire Collecteur Agréé), 4 associations. Plus de 5 000 entretiens ont permis de signer plus d'une quarantaine de CDD, CDI et contrats en alternance. Ainsi, les DRH mutualisées (depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017) de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole (Service Recrutement et Service Qualité de Vie au Travail-Cellule Handicap) ainsi que la DRH du CCAS de la Ville de Montpellier, présentes chaque année, ont recueillis plus de 150 CV. On estime que sur les 28 000 montpelliérains en situation de handicap, 20 % (près de 5 000) sont en recherche d'emploi.



- En même temps, que le Salon HANDI'JOB au Corum le 14 novembre 2017, l'ARESAT-Occitanie (Association Régionale des ESAT) a organisé une conférence en matinée sur le thème de l'emploi accompagné pour les personnes en situation de handicap suite au décret de décembre 2016. Puis une deuxième (de 14h à 16h)



sur le thème de la prévention à la santé pour les personnes en situation de handicap en ESAT et EA (Entreprises Adaptées). La journée s'est achevée à 17h, par une remise officielle des diplômes « *Différent et Compétent* », pour les travailleurs qui ont suivi cette formation dans la Région (environ 50 personnes en plus de leur encadrants).



### 8.3) Les Marchés Publics et les lots réservés pour les ESAT/EA :

- **Recours systématique à l'article 15 du Code des Marchés Publics** pour réserver des lots à des entreprises employant des personnes handicapées. Par exemple, sur la Ville de Montpellier, un lot est réservé à une **Entreprise Adaptée (EA)** employant des personnes handicapées dans le cadre du recyclage des cartouches d'encre, imprimantes, télécopieurs, photocopieurs (5 m<sup>3</sup> au total) ainsi que du recyclage et remplacement des outillages électroportatif. D'autres petits lots concernent des ESAT (**Etablissement et Service d'Aide par le Travail**, ex-CAT depuis 2005) pour l'achat de mobilier de collectivité, ou des Ateliers Protégés pour l'achat de petites fournitures de bureau.

La Ville souhaite aussi faire appel à des EA et des ESAT pour l'entretien de certains locaux municipaux. Dans le cadre d'événements en lien avec la thématique Handicap, la Ville fait régulièrement appel depuis 2015 à des prestations de plateaux repas (2 500 €) et de buffets (2 000 €) auprès des services traiteurs de plusieurs ESAT de la Ville et de la Métropole, soit un total plus 92 900 € en 2017.

- La Ville de Montpellier a confié l'entretien de ses 12 hectares de vignes, situées sur l'Agriparc du Mas Nouguier, à l'ESAT (Etablissement et Service d'aide par le Travail) « **Les Compagnons de Maguelone** ». Entretien des sols, épamprage, ébourgeonnage, sarclage, taille, ramassage des sarments, écimage, etc. sont réalisés par des travailleurs en situation de handicap exerçant le métier de viticulteur. Par ce partenariat, la Ville de Montpellier favorise l'emploi local et participe à l'insertion professionnelle de 84 adultes en situation de handicap. Ainsi 15 000 bouteilles de la cuvée « M » sont produites annuellement : deux vins rouges (Syrah, grenache et Mourvèdre), un vin blanc (Vionnier), un vin rosé (Grenache).



## ANNEXES :

- 1- Composition des groupes de travail de la Commission Communale pour l'Accessibilité
- 2- Règlement des terrasses (DUVEP)
- 3- Signalisation ancrage en façade (DAGEP)
- 4- Article de L'Hérault du jour du 11/03/2014 : « *Un bip qui fait parler les feux tricolores* ».
- 5- Arrêté N°2013/NT/R/DGU-P279 du 27/12/2013 qui fait mention à l'article 6 de la gratuité des places GIG GIC pour les personnes handicapées
- 6- Exemple de voirie accessible à Montpellier – Echanges sur des procédures communes entre le Comité de Liaison et la DAGEP
- 7- CNFPT : Formation sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et initiation langue des signes – Agents d'accueil DRP (Direction Relation au Public)
- 8- Deuxième campagne FISAC (Mission Grand Cœur)
- 9- -Délibération n°2014/578 du 17 décembre 2014 de la Ville de Montpellier pour la mise en accessibilité des bâtiments de la Ville- Application de la Loi Handicap. Mise en œuvre des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) avant le 25 septembre 2015.  
-Délibération n°2015/390 du 29 septembre 2015 de la Ville de Montpellier pour la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public – Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).
- 10- Délibération pour le Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une politique handicap et maintien dans l'emploi.
- 11- Délibération n°13563 du 27 janvier 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole pour accorder la gratuité à l'accompagnateur d'une personne handicapée qui voyage sur le réseau TaM lorsque cette dernière est munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tierce personne ».

## ANNEXE 1

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL CADRE BATI	
STRUCTURE	REPRESENTANTS ou remplaçants
Comité de Liaison et de Coordination des associations des Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH)	ROCHE Jocelyne ou GRANGE Gilles
Association des Paralysés de France	MIRAULT Alain ou CHAPTAL Catherine
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry ou LAPALUD Jacky
Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	BOUDON Roger
SURDI 34	CHEBAIKI Nadia
Association Consommation Logement Cadre de Vie 34	CAILLAUD J-Claude ou CLAYET-MAREL Aïsa
Chambre de Commerce et de l'Industrie	BASCOUL Simone
Montpellier Méditerranée Métropole - ACM-Office Public de l'Habitat	MARTINEZ Françoise
Montpellier Méditerranée Métropole – Direction de la Culture	BUFFAT Cyril
Montpellier Méditerranée Métropole – Direction des Sports	BERTAUX Stéphane
Montpellier Méditerranée Métropole – Direction des Sports	GUISIANO Joseph
Montpellier Méditerranée Métropole – Musée FABRE- Public spécifique	BUSCAYLET Gil
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	ROQUES J-Noël
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BRETTES-CHEVET M-Laure
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BURTIN Arnaud
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	ESCOBAR Stéphane
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESINDE Guillaume
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis
Ville de Montpellier - CCAS	TERSINET Séverine
Ville de Montpellier - CCAS	BRETTON Françoise
Ville de Montpellier - DUVEP	VIGNE Muriel
Ville de Montpellier - DUVEP	LOPEZ Stéphane
Ville de Montpellier - Direction Travaux Maintenance	NYBELEN Aurore
Ville de Montpellier - Direction Education	CELIE Thierry
Ville de Montpellier - Direction Proximité Citoyenneté-Maisons Pour Tous	FACQ Emmanuelle
Ville de Montpellier - Mission Grand Cœur	NUCCIO Philippe
Ville de Montpellier - Mission Grand Cœur	BONNIN Patrice
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	HAAS Sarah
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	BARBIER Karine
	GALAUD Jean-Pierre



<b>COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL MOBILITE</b>	
<b>STRUCTURE</b>	<b>REPRESENTANTS ou remplaçants</b>
Comité de Liaison et de Coordination des associations des Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH)	ROCHE Jocelyne ou GRANGE Gilles
Association des Paralysés de France	MIRAULT Alain ou CHAPTAL Catherine
Association Frédéric Peyson	MALLET Alain ou CAILLAUD J-Claude
Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	BOUDON Roger CHEBAIKI Nadia
Association François Aupetit	LIBERATORE Michel
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry ou LAPALUD Jacky
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MARTINEZ Françoise
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	TERSINET Séverine
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BRETTES-CHEVET M-Laure
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BURTIN Arnaud
Ville de Montpellier - CCAS	De la TORRE Luis
Montpellier Méditerranée Métropole	UGUEN Sandrine
Ville de Montpellier - DUVEP	LOPEZ Stéphane
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	GALAUD Jean-Pierre

<b>COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DROITS ET A L'INFORMATION</b>	
<b>STRUCTURE</b>	<b>REPRESENTANTS ou remplaçants</b>
Comité de Liaison et de Coordination des associations des Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH)	ROCHE Jocelyne ou GRANGE Gilles
Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques	BALIX Thierry
Association des Paralysés de France	MIRAULT Alain ou CHAPTAL Catherine
Fédération des Aveugles et des Amblyopes de France-LR	JAMMES Thierry ou LAPALUD Jacky
Association socioculturelle Frédéric Peyson	MALLET Alain
Fédération Nationale des Accidentés du Travail et Handicapés	GASSENQ Roger
Association Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV)	BASCOUL Simone
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BRETTES-CHEVET M-Laure
Montpellier Méditerranée Métropole- DAGEP	BURTIN Arnaud
Montpellier Méditerranée Métropole - ACM-Office Public de l'Habitat	BUFFAT Cyril
Ville de Montpellier - CCAS	DE LA TORRE Luis
Ville de Montpellier - Direction des Sports et Jeunesse	ESCANDE J-François
Ville de Montpellier - Direction des Systèmes d'Information	GIL Sylvie
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	DESTISON Jean-Louis
Ville de Montpellier - Direction Architecture Immobilier	TERSINET Séverine
Ville de Montpellier - Direction Culture	SAUTREAU J-Louis
Ville de Montpellier - Direction de la Communication	BOBE Vincent
Ville de Montpellier - Direction de la Communication	THIBON Pascale
Ville de Montpellier - Direction Education	ARROUET Cristel
Ville de Montpellier - Direction de l'Action Territoriale	MARGOT Thierry
Ville de Montpellier - Direction des Relations aux Publics	KROMPASZKY Olga
Ville de Montpellier - Direction de l'Enfance	BONNEFOY Pauline
Ville de Montpellier - Direction Cohésion Sociale	GALAUD Jean-Pierre

## ANNEXE 2



Ville de  
Montpellier

Direction de l'Espace Public

Arrêté n°180

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### REGLEMENT D'OCCUPATION DE L'ESPACE URBAIN

#### PAR LES TERRASSES ET ETALAGES



- Le Maire de la Ville de Montpellier,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21; L.2122-22; L.2213-6 et L.2212-1;
  - Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques;
  - Vu l'article L.113.2 du Code de la Voirie Routière;
  - Vu la délibération du Conseil municipal du 28 novembre 1983 portant règlement de voirie et ses modifications;
  - Vu l'arrêté municipal n° 03/09 du 17 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit;
  - Vu l'arrêté préfectoral n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990, relatif à la lutte contre le bruit;
  - Vu l'arrêté municipal du 15 mars 2012, portant règlement de la propreté de la ville;
  - Vu le décret du 15 décembre 1998, relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public;
  - Vu le règlement sanitaire départemental de l'Hérault du 9 mai 1979, modifié;
- Considérant que dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de passage, de l'hygiène publique, il importe de réglementer l'occupation de l'espace public par les terrasses et les étalages ;

#### ARRETE

Le règlement d'occupation de l'espace public est établi ainsi qu'il suit:

#### TITRE 1 - Champ d'application et définitions

##### Article 1 - Objet et Champ d'application

L'arrêté municipal en date du 24 juillet 1987 portant règlement des autorisations d'étalages et de terrasses sur la voie publique est abrogé.

Le présent règlement fixe les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses et d'étalages sur les espaces publics de la Ville.

L'objet de cet arrêté concernant les conditions d'implantation des terrasses et des étalages et la nature des éléments qui les constituent est de répondre aux objectifs suivants:

- L'espace public appartient à tous et doit rester un lieu privilégié d'échange et de partage.
- Toutes les fonctions (cheminement des piétons, activités publiques et privées, ...) doivent pouvoir cohabiter sur l'espace public.
- Toute activité commerciale sur l'espace public doit en renforcer l'agrément en respectant le cadre de vie des habitants.
- Les établissements de restauration et les débits de boissons participent à l'animation de la Ville et à son économie, en favorisant l'attractivité commerciale, culturelle et touristique.
- Les occupations du domaine public doivent s'intégrer harmonieusement dans l'environnement urbain.

## **Article 2 - Définitions**

### **2-1 - Terrasses**

Une terrasse est une occupation du domaine public par des chaises, tables, parasols, bacs à fleurs ou éventuellement d'autres accessoires permettant la consommation sur place.

Ces installations sont réservées aux personnes physiques ou morales exploitant des établissements de restauration ou des débits de boissons. Il s'agit, à titre principal, de cafés, brasseries, glaciers, restaurants ou salons de thé.

Les terrasses autorisées sont réparties en plusieurs catégories.

#### **2-1-1 - Les terrasses de Classe A ("terrasses ouvertes")**

Ce sont des terrasses simples délimitées par des éléments non fixés au sol et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle (tables, chaises, parasols disposés sans scellement au sol). Des éléments de délimitation tels que des brise vent, inférieurs à 1,20 mètre de hauteur sont admis. Tous les éléments constituant la terrasse doivent être rangés à l'intérieur du commerce, ou de ses dépendances, pendant les heures de fermeture.

#### **2-1-2 - Les terrasses de Classe B ("terrasses aménagées")**

**B.1 : Les terrasses aménagées permanentes:**

Ce sont des terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des dispositifs mobiles ou pourvus d'accessoires de confort de l'emplacement qui ne sont pas retirés tous les soirs tels que paravents, jardinières, écrans, platolages, portiques ...

**B.2: Les terrasses aménagées saisonnières:**

Durant la période hivernale et strictement du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, le commerçant peut protéger sa terrasse des intempéries par l'installation de bâches. Celles-ci seront installées parallèlement ou/et perpendiculairement à la façade sans dépasser l'emprise autorisée pour la terrasse ouverte, tout en conservant la libre entrée et sortie des clients pour en sauvegarder la sécurité.

#### **2-1-3 - Les terrasses de Classe C ("terrasses fermées")**

Ce sont les terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des panneaux menuisés comparables à des châssis fixes ancrés au sol, et équipées d'éléments de confort. Ces terrasses doivent être conçues pour être démontées à la demande de la Ville sans altération du domaine public. Elles sont permanentes au cours de l'année.

**2-2 - Un "étalage" est une installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tous objets ou denrées dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur d'un local commercial devant lequel il est établi.**

## **TITRE 2 - Règles générales**

### **Article 3 - Autorisation préalable**

Conformément aux dispositions des articles L.2122-21; L.2122-22; L.2213-6 et L.2212-1 du Code général des Collectivités Territoriales et de l'article L. 113-2 du Code de la voirie routière, l'installation de terrasses ou d'étalages est soumise à autorisation préalable du Maire. Cette autorisation est délivrée par arrêté. Elle devra respecter les règles d'urbanisme et de protection des sites en la matière. Le demandeur doit s'informer à ce sujet.

### **Article 4- Caractère de l'occupation**

#### **4-1 - L'autorisation est personnelle**

L'autorisation est établie à titre personnel. Elle n'est pas transmissible, elle ne peut être cédée, louée, vendue à l'occasion d'une mutation commerciale. Elle est résiliée de plein droit en cas de mutation commerciale ou de disparition de l'activité commerciale.

Lors d'une cessation de commerce, d'un changement d'activité, d'une cession de fonds ou d'un changement de gérance l'autorisation est annulée de plein droit.

Le nouvel exploitant du fonds doit alors demander une nouvelle autorisation, cette demande est instruite dans les conditions du présent règlement, article 5.



#### *4-2 - L'autorisation est précaire*

Ainsi qu'il est détaillé à l'article 16 de ce règlement, l'autorisation peut être retirée ou suspendue à tout moment pour motif d'ordre public ou d'intérêt général ou en cas de non observation des conditions réglementaires d'exploitation ou de non-paiement des redevances en temps voulu.

L'autorisation peut être suspendue, après information préalable de l'exploitant, pour une durée déterminée pour des travaux et manifestations de toutes natures autorisés par la Ville.

Si des travaux occasionnent la suspension des étalages ou terrasses pendant au moins quinze jours consécutifs, un dégrèvement des droits de voirie au prorata temporis pourra être accordé sur demande.

Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer immédiatement l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

#### *4-3 - L'autorisation à durée déterminée*

Les arrêtés ont effet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande (cf. article 5). Chaque année avant le 30 septembre, l'exploitant est tenu de renouveler sa demande d'autorisation, par écrit. Si l'exploitant souhaite modifier le type de terrasse, sa composition, sa surface, sa durée, les prescriptions mentionnées à l'article 5 sont applicables.

Des autorisations temporaires ou saisonnières sont admises. Les demandes d'autorisation doivent être faites sous les mêmes formes que les autorisations permanentes.

Les droits d'occupation sont facturés au prorata temporis par durée minimum d'un mois.

#### *4-4 - L'autorisation est soumise à redevance*

Toute occupation de l'espace public est assujettie à une redevance.

Cette redevance est fonction de la nature de l'emprise au sol et de la durée d'exploitation des installations et du zonage.

Le montant de la redevance et le zonage sont déterminés annuellement par délibération du Conseil municipal.

Les redevances dues pour les autorisations des terrasses et des étalages qui donnent lieu à un tarif annuel sont exigibles :

- à échoir (c'est-à-dire d'avance) pour des montants inférieurs à 1500 €
- pour les montants supérieurs à 1500 €, en deux versements : à échoir pour le premier versement et avant le 15 juillet pour le deuxième versement.

L'installation des terrasses ne peut avoir lieu qu'après notification de l'arrêté d'autorisation et du paiement.

Les redevances dues pour des occupations temporaires sont dues intégralement pour la durée autorisée lors de la remise de l'arrêté.

Ces redevances peuvent être réduites dans les cas suivants :

- Résiliation anticipée de l'autorisation notamment à la suite d'un changement dans le cas d'une mutation commerciale. Le montant est alors calculé en nombre de mois entre la date d'effet et la date de résiliation, tout mois commencé étant dû.
- Début d'activité en cours d'année. Le montant est alors calculé en nombre de mois entre la date d'effet et le 31 décembre, tout mois commencé étant dû.
- Travaux effectués sur la voirie ou sur l'immeuble empêchant l'installation ou l'usage de la terrasse ou de l'étalage pour une durée supérieure à une semaine. Le montant dû sera alors minoré à raison d'1/52<sup>ème</sup> du montant annuel, par semaine d'empêchement effectif et en fonction de la surface réellement installée. Dans ce cas et à défaut du bénéfice de cette minoration, le bénéficiaire devra signaler par écrit et sous 48 heures son impossibilité d'installation ou d'usage.

#### *Article 5 - Formalités pour la demande de création*

La demande doit permettre à la Ville de se représenter la future occupation, d'en mesurer l'impact exact sur l'environnement urbain et les incidences sur la vie des riverains.

#### 5-1 - Une demande écrite

Seuls, les propriétaires ou exploitants (personnes physiques ou morales) de fonds de commerce à rez-de-chaussée ouverts au public dont la façade donne sur la voie publique, peuvent obtenir, dans les conditions du présent règlement, des autorisations d'enseignes et de terrasses pour l'exercice du commerce principal.

Les personnes physiques ou morales souhaitant obtenir une autorisation doivent en faire la demande par écrit et déposer un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées 3 mois avant la date d'installation souhaitée. Celle-ci ne pourra donc être effective moins de 3 mois après la date de dépôt d'un dossier complet en mairie. Un accusé de réception est délivré pour chaque demande.

#### 5-2 - Les pièces à joindre

Le dossier de demande d'autorisation d'occupation du domaine public par une terrasse ou un étalage comprend les renseignements suivants,

- concernant le demandeur :
  - Nom de l'établissement, adresse précise, n° de téléphone et adresse internet, n° SIRET,
  - Nom de la société ou du propriétaire du fonds de commerce, adresse complète, n° de téléphone,
  - Nom du gérant ou exploitant, adresse complète, n° de téléphone,
  - Nom du propriétaire des murs, adresse complète,
  - Nom, qualité, adresse complète, n° de téléphone de la personne chargée d'acquitter la redevance.
- Concernant les éléments techniques :
  - Surface intérieure de l'établissement en m², largeur de la façade en mètre,
  - Plan détaillé et coté, de l'implantation de la terrasse ou de l'étalage, comportant le nom des rues, la largeur du ou des trottoirs et des rues, les entrées d'immeubles, le mobilier urbain présent sur l'espace public, les commerces voisins, l'emplacement désiré et les emprises des terrasses environnantes,
  - Pour les terrasses, le nombre de mobiliers prévus (tables, chaises, parasols, jardinières, parasol, platelage, paravents, ...), leur description (matériaux, couleurs) accompagnée de photos,
  - Les activités accessoires sollicitées (dessertes, conservateurs, ...) ainsi que leurs dimensions. Ces mobiliers et accessoires doivent figurer sur le plan,
  - La localisation et les dimensions du lieu de stockage des mobiliers et accessoires de la terrasse.

Ce dossier devra être accompagné des pièces suivantes :

- une photo récente de la devanture de l'établissement, au plan large,
- une photo montage permettant d'évaluer le positionnement et l'intégration du projet dans l'environnement urbain,
- une photocopie de l'inscription au registre du Commerce (datant de moins de 3 mois),
- une copie du bail commercial et de l'assurance de l'établissement,
- une copie de l'assurance en responsabilité civile de l'exploitation,
- une copie de la licence d'un débit de boisson à consommer sur place et/ou de la licence restauration pour les établissements concernés,
- du permis d'exploitation.

Dans tous les cas où l'installation d'un étalage, d'une terrasse entraîne une modification de la façade de l'immeuble ou une emprise au sol par scellement, le titulaire du fonds de commerce est tenu de déposer simultanément une déclaration préalable auprès des services de la Direction de l'Urbanisme. Dans le secteur sauvegardé de la ville de Montpellier, l'avis de l'architecte des bâtiments de France est obligatoire et doit être conforme.

Le dépôt du dossier ne vaut en aucun cas autorisation tacite. Tout dossier incomplet ou inexact ne sera pas instruit et retourné à l'expéditeur.

L'autorisation d'occupation du domaine public n'est accordée, par arrêté, qu'après obtention des autorisations d'urbanisme.

#### 5-3 - Le délai d'instruction

Le délai d'instruction légal est de deux mois, et de trois mois dans les sites protégés, compte tenu des consultations obligatoires supplémentaires. Le délai court à compter de l'émission de l'accusé de réception du dossier complet.

La Ville met en place une téléprocédure permettant de constituer la demande d'autorisation et assurant au candidat le suivi des dossiers en ligne.

#### Article 6 - Les conditions pour obtenir une autorisation

Le fait de présenter une demande ne présage pas de la nature de la réponse de la Ville. Pour être acceptée, celle-ci doit satisfaire plusieurs conditions :

#### *6-1- Les ayants-droits*

Les ayants-droits pouvant obtenir des autorisations d'occupation du domaine public sont les propriétaires ou exploitants de fonds de commerce en rez-de-chaussée des immeubles ouverts au public sur la voie publique.

Les établissements bénéficiant d'un droit de terrasse doivent exercer une partie de leur activité au rez-de-chaussée, avec un accès et une visibilité directe à la terrasse et, par conséquent, ils doivent disposer d'une façade sur le domaine public.

La superficie en salle doit être suffisante pour permettre le rangement du matériel de la terrasse. A défaut, une réserve doit être disponible à cet effet.

L'autorisation d'installer une terrasse n'est accordée que si cette dernière constitue un complément à la capacité d'accueil de l'activité principale de brasserie, restaurant, glacier ou salon de thé. La capacité d'accueil d'un établissement est déterminée par la présence permanente de tables et de chaises à l'intérieur de ce dernier.

Les établissements concernés doivent être aménagés en conséquence et pouvoir fonctionner, sans qu'aucune nuisance sonore ne soit audible sur le domaine public, par les voisins et les riverains.

#### *6-2- Les caractéristiques des installations*

Les installations, pour être autorisées, doivent présenter un aspect esthétique compatible avec le caractère des diverses voies et constituer un élément d'animation.

Les autorisations peuvent être supprimées, sans indemnité ni délai, pour des raisons d'intérêt public, ainsi qu'en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique, et dans les cas d'infraction au présent règlement, si le contrevenant n'a pas défilé aux mises en demeure qui lui ont été notifiées.

Elles doivent être conçues de manière à pouvoir être enlevées à la première demande de la Ville dans un délai maximum d'une journée et ce, sans indemnisation.

Les limites des emprises autorisées sont matérialisées par marquage au sol effectué par les services municipaux aux frais des titulaires.

Les travaux et aménagements projetés doivent être conformes aux dispositions des règlements de sécurité. Aucune installation ne doit être de nature à gêner l'accès aux équipements de sécurité ou entraver la circulation, notamment des véhicules de secours ou de ceux assurant un service public. L'exploitant est responsable des dommages occasionnés par son installation sur le domaine public.

#### *6-3- Un engagement formel du pétitionnaire*

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions du règlement et à celles contenues dans son arrêté d'autorisation.

#### Article 7 - Les conditions à respecter dans l'exploitation d'une autorisation

L'autorisation de voirie accordée, le permissionnaire est soumis à plusieurs exigences;

##### *7-1- Responsabilité*

Les exploitants d'étalages et de terrasses sont seuls responsables tant envers la Ville qu'envers les tiers, de tout accident, dégat ou dommage de quelque nature que ce soit, pouvant résulter de leurs installations.

En outre, la Ville ne les garantit en aucun cas pour les dommages causés à leurs dispositifs du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

L'exploitant doit souscrire une police d'assurance garantissant son activité et la présenter à toute demande de l'Administration.

##### *7-2- Entretien des terrasses*

Les mobiliers et équipements doivent toujours présenter un aspect en adéquation avec le site, avec la sécurité et être maintenus en bon état.

Les étalages, terrasses ainsi que leurs abords seront maintenus en permanence en état de propreté durant la journée et le soir à la fermeture. Les exploitants doivent enlever tous les papiers, détritus, mégots ou emballages qui viendraient à être jetés par leur clientèle ou par leur personnel.

L'exploitant doit disposer du personnel suffisant pour assurer cette obligation.



Cendriers et poubelles de table doivent être mis autant que besoin à la disposition de la clientèle.

Le rangement des terrasses sera effectué à l'aide de chariots ou par portage. Aucun traînage au sol n'est admis.

Aucun matériel ou dispositif ne doit empêcher l'écoulement des eaux de lavage et de pluie.

Des négligences exposent les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

#### *7-3- Respect de la morale*

Il est formellement interdit d'exposer, sur les étalages, des livres, brochures, publications, photographies, gravures ou autres objets attentatoires à l'ordre public, à la décence ou à la morale. Toute infraction pourra entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation d'étalage.

#### *7-4- Entretien et hygiène des étalages*

Les denrées alimentaires vendues sur les étalages sont soumises aux conditions générales et particulières du Règlement Sanitaire Départemental les concernant.

Les denrées alimentaires ne peuvent être exposées aux étalages qu'à la condition d'être efficacement protégées contre les poussières et les souillures.

Par ailleurs, l'étalage ne peut servir à la découpe ou à la préparation de nourriture, viande, volaille, poisson. Aucune rôtissoire n'est admise sur le domaine public.

Toute émanation entraînant des nuisances (fumées, odeurs, etc.) est interdite et conduirait au retrait de l'autorisation.

Des négligences exposent les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

#### *7-5- Gestion du bruit*

Toute sonorisation d'étalage ou de terrasse est strictement interdite.

Il appartient au permissionnaire de veiller à ce que l'exploitation de sa terrasse ne trouble pas la tranquillité ou le repos des habitants, par des bruits causés sans nécessité ou par un défaut de précaution, par expression musicale de quelque nature que ce soit.

L'exploitant doit informer sa clientèle du nécessaire respect de l'environnement nocturne. Il doit intervenir auprès de celle-ci lorsqu'elle génère des bruits de discussions (cas des fumoirs qui sortent de l'établissement) sur le domaine public, devant son établissement.

Toute consommation est interdite en dehors des emprises de la terrasse.

La Ville pourra imposer au pétitionnaire toute mesure visant à réduire le bruit dans son établissement.

La manipulation du mobilier placé sur le domaine public ne doit pas être source de nuisances sonores pour le voisinage.

Le non respect de ces conditions d'exploitation édictées dans cet article expose les bénéficiaires à se voir suspendre ou retirer leur autorisation.

#### *7-6- Respect des obligations de sécurité*

Concernant le réseau électrique de la terrasse, toute installation électrique sur une terrasse doit être réalisée par un professionnel habilité. Elle devra faire l'objet d'un contrôle réalisé par un professionnel agréé. Une vérification ultérieure périodique selon les mêmes prescriptions est demandée. L'exploitant devra être en capacité de produire l'attestation correspondante.

Concernant les usagers du domaine public, les dispositifs de terrasses ne pourront pas gêner, restreindre ou occulter l'éclairage public des voies de circulation.

#### *7-8- Respect des modalités d'accessibilité*

Les terrasses doivent être conçues pour accueillir des personnes à mobilité réduite.

Tous les éléments de la terrasse doivent pouvoir être retirés immédiatement en cas de nécessité.

Aucun élément lourd ne doit être placé sur les plaques ou portes d'accès aux divers réseaux des concessionnaires (EDF, Générale des Eaux, Télécom, ...).

### TITRE 3 – La délimitation des installations

#### Article 8 – Principe

Autoriser une terrasse, c'est permettre à une personne l'installation de tables et de chaises, voire d'accessoires, disposés de façon cohérente sur une emprise au sol, dont la surface, qui sert également au calcul de la redevance, est déterminée avec précision en fonction de la surface de l'espace public considéré.

Il s'agit donc:

- 1) De calculer la surface de l'emprise au sol,
- 2) De déterminer le type de terrasse A, ou B, ou C.

Sont également pris en compte, les éléments relatifs à la densité de la circulation piétonne, qui peuvent modifier les dimensions données pour faciliter la fluidité du trafic ou le confort des usages.

Les indications fournies par les services de sécurité et de lutte contre l'incendie seront prises en compte.

#### Article 9 – La délimitation des terrasses

Les terrasses trouvent leur place sur le domaine public non dévolu à la circulation routière tout en préservant les exigences de sécurité et de commodité pour la circulation piétonne et l'accès des riverains.

##### 9-1- La largeur des terrasses

Tout accès d'immeuble ou de propriété doit être permis, sans jamais être inférieur à 1,40 m.

Un passage de 1,40 m minimum doit être laissé libre entre les terrasses.

##### 9-2- La profondeur des terrasses

L'installation de la terrasse peut être accolée à la façade ou décalée.

Un passage de 1,40 m minimum doit être laissé libre de tout mobilier sur les trottoirs. En cas de largeur inférieure, aucune terrasse ne sera autorisée.

Dans les rues piétonnes, la profondeur de la terrasse (c'est-à-dire la dimension perpendiculaire à la façade) ne peut être supérieure à la moitié de la largeur de la voie en laissant un passage médian d'au moins 1,60 m.

La profondeur autorisée sera déterminée en fonction de l'utilisation de l'espace public et des flux de piétons.

##### 9-3- Les terrasses déportées

Les terrasses ne pourront être déportées au-delà des voies de circulation. L'installation de terrasse ou d'un étalage n'est pas permise le long des bâtiments qui font face à l'établissement.

A titre d'exception sur certaines places ou placettes, les terrasses pourront être déportées, sous réserve d'être à proximité et visibles depuis l'entrée de l'établissement.

#### Article 10 – La composition de la terrasse

Tous les éléments composant la terrasse sont définis dans un style homogène (pas de dépareillement de mobiliers ou de parasols).

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître sur le mobilier ou les accessoires.

##### 10-1 – Mobilier de terrasse

###### 10-1-1 – Tables et chaises

Les tables et les chaises doivent être de bonne qualité et réalisées dans des matériaux nobles (Ex : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte).

#### 10-1-2 - Les jardinières

Les jardinières sont des éléments décoratifs de la terrasse lorsque leur nombre ne provoque pas d'effet de jardin privatif au détriment du domaine public. Leur nombre doit donc rester en proportion de cette définition. Elles sont situées à l'intérieur de l'emprise de la terrasse.

Les jardinières devront être mobiles, de façon à être retirées rapidement du domaine public en cas de nécessité.

#### 10-1-3 - Les écrans

Les écrans sont des dispositifs mobiles de délimitation des terrasses, installés perpendiculairement à la façade. Ils seront installés à l'intérieur du périmètre autorisé de la terrasse, sans en dépasser les limites y compris pour leur support. Ils ne doivent pas masquer les perspectives urbaines.

Les écrans sont composés d'une armature, support d'une toile tendue ou d'un panneau menuisé, et éventuellement vitré. Les profilés et montants menuisés sont des sections inférieures à 5cm. La transparence doit être recherchée. Le cadre repose sur le sol par l'intermédiaire de pieds ou de platines, non scellés au sol.

La publicité est interdite sur les écrans, seule l'enseigne du commerçant peut être rappelée.

Les écrans d'une terrasse seront tous identiques, de teinte unique assortie à la composition de la terrasse. Ils seront retirés et rentrés pendant les heures de fermeture.

#### 10-1-4 - Les porte-menus

Le nombre de porte-menus autorisé est limité à 2 par terrasse. Il se situe à l'intérieur du périmètre de la terrasse. Le porte-menu comporte la liste et le prix des produits mis à la vente par l'établissement. Le cadre devra être monté sur pied unique ou double.

Le porte-menu devra être remis pendant les heures de fermeture.

Les "Menus Board" (panneaux illustrant, par photographie des produits, des assiettes ou l'offre commerciale de l'établissement) sont limités en taille (maximum un panneau amovible de 80 x 120 cm) et doivent être retirés tous les soirs quel que soit le type de terrasse.

#### 10-2 - Élément de protection solaire

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître, seule l'enseigne de l'établissement pourra figurer sur la toile.

Ils doivent être retirés, roulés et rentrés pendant les heures de fermeture et ne doivent pas constituer une gêne pour la circulation lorsqu'ils sont ouverts.

##### 10-2-1 Les parasols

Les parasols doivent être sur pied unique, de dimension excluant tout lest et cordage aux angles. Aucun scellement ne doit être effectué dans le revêtement du trottoir.

Pour les grands modèles, des fixations par douilles au sol peuvent être admises avec un système d'amarage constitué de targettes descendues dans des douilles fixées dans le sol et dont le diamètre n'excède pas 2 cm et la longueur 8 cm, avec un dispositif d'obturation pendant les périodes de non utilisation. Les frais de remise en état du trottoir lors de la dépose définitive seront à la charge du titulaire.

Par dérogation, les grands modèles pourront rester sur l'espace public pendant les heures de fermeture à condition qu'ils soient repliés et sur des emplacements prévus et autorisés, dans ces cas la catégorie de la terrasse est en type « B » :

Les parasols sont recommandés pour les espaces publics de petite taille et de configuration irrégulière. Sur certaines places, la commune se réserve le droit d'imposer une couleur unique pour la toile.

##### 10-2-2 Les parasols sur portique dits à double-pente

Ces parasols peuvent être autorisés s'ils répondent aux deux conditions suivantes :

- l'espace public dans lequel ils trouvent leur place est vaste,
- leur faîtage est parallèle à la rue, ou dans l'alignement des façades de l'espace urbain considéré. Sur les places, tous les faîtages doivent être parallèles entre eux. En cas d'impossibilité le portique est remplacé par un parasol.

Les stores et bannes doivent faire l'objet d'une instruction particulière au titre de la réglementation sur les enseignes et à celle des surplombs du domaine public.

Par dérogation, leur remisage pourra être admis sur l'espace public à condition qu'ils soient repliés et sur des emplacements prévus et autorisés, définis dans l'arrêté. Dans ce cas la catégorie de la terrasse est en type « B » : terrasse aménagée.

#### **10-3 Les platelages**

Un platelage peut être admis à effet de compenser une pente ou pour aligner les sols intérieurs et extérieurs lorsque la terrasse est accolée à l'établissement. Ce plancher est composé d'éléments modulaires réalisés en bois de couleur naturelle ou vernis. Le platelage sera rangé à l'intérieur de l'établissement en dehors des périodes d'ouverture pour les terrasses de classe A. Il pourra être conservé sur le domaine public pour les terrasses de classe B, sous certaines conditions de situation ne créant pas de gêne sur l'espace public.

#### **10-4 Les structures « hivernales » (terrasses de classe B2)**

En raison d'une protection particulière aux intempéries, une terrasse pourra être protégée à l'aide de joues, les plus transparentes possibles, supportées par une armature légère et démontable, ceci uniquement durant la période du 1er octobre au 31 mars.

La terrasse doit conserver une entrée ouverte.

La structure supportant la toile doit être correctement dimensionnée afin de ne pas se déformer. La section des éléments et tubes la composant intégrera l'évacuation des eaux de la toiture. Les assemblages sont soignés et maîtrisés.

Aucun scellement ne doit être effectué dans le revêtement du trottoir. Les fixations par douilles au sol peuvent être admises avec un système d'amarage constitué de targettes descendues dans des douilles fixées dans le sol et dont le diamètre n'excède pas 2 cm et la longueur 8 cm, avec un dispositif d'obturation pendant les périodes de non utilisation. Les frais de remise en état du trottoir lors de leur dépose définitive seront à la charge du titulaire.

Les accroches des joues latérales et les portants des terrasses hivernales sur la façade de l'immeuble sont les plus légères possibles afin de ne pas dénaturer celle-ci, ni détériorer sa modénature.

Ces structures ne peuvent être autorisées que sur un espace public vaste et ouvert.

#### **10-5 Les structures fixes (terrasses de classe C)**

Ce sont les terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades, par des panneaux menuisés fixes. Ces terrasses sont installées à demeure sur le domaine public mais doivent être démontables à la demande de la Mairie. Elles font l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

#### **Article 11 – La délimitation des étalages**

La longueur des étalages est définie par les limites de la façade du fonds de commerce. Ces limites ne peuvent être dépassées.

Sur les trottoirs, un passage minimum de 1,40 m doit rester libre pour la circulation des piétons.

Sur les voies piétonnes, l'étalage est plaqué contre la devanture.

Les étalages ne peuvent dépasser une hauteur de 1,20 m à partir du sol sauf pour les distributeurs de cartes postales, qui pourront avoir une hauteur supérieure.

Compte tenu de leur spécificité, des dispositions particulières pourront être adoptées pour les étalages d'épicerie et de fleurs.

#### **TITRE 4 – La durée de l'exploitation des installations.**

La durée d'exploitation des installations est variable selon leur lieu d'implantation et leur nature: elle peut être mensuelle ou annuelle.

#### **Article 12 – Les horaires d'exploitation**

Le retrait des mobiliers et accessoires s'effectuera à la fin de l'heure légale de fermeture, telle que définie par arrêté préfectoral, dans le respect de la tranquillité des riverains.

#### **Article 13 – Remisage des mobiliers**

Les étalages doivent être remisés à la fermeture de l'établissement. Aucun étalage, ni terrasse ne pourra être installé avant 7h du matin. Des dérogations à cet horaire pourront être accordées sur justification particulière.



En dehors des périodes et des horaires de fonctionnement, les mobiliers de terrasse de type A seront rangés dans l'établissement ou remisés dans un local, et non sur le domaine public ou privé ouvert au public.

Aucun entrepôt matériel ne sera maintenu à l'extérieur. Par dérogation sur certains espaces, les parasols pourront être maintenus la nuit à condition d'être repliés et ordonnés sur l'espace. Cette dérogation devra être sollicitée lors de la constitution du dossier.

#### **TITRE 5 – Conditions d'application**

##### **Article 14 – Règles relatives aux commerces accessoires**

Les titulaires d'autorisation de terrasses ou d'étalages peuvent être autorisés à exploiter sur une partie de ceux-ci ou sur une extension temporaire, des commerces accessoires tels que glaces, huîtres et coquillages. Aucune nuisance (sonore ou olfactive) ne doit être provoquée par ces activités.

##### **Article 15 – Titre d'autorisation**

Les titulaires d'autorisation sont tenus de présenter leur titre aux agents accrédités toutes les fois qu'ils en sont requis.

La carte d'autorisation d'occupation du domaine public doit être affichée sur la vitrine de manière visible, de l'extérieur de l'établissement.

##### **Article 16 – Situations irrégulières**

Les constatations d'infraction sont notifiées aux contrevenants. La mise en demeure indique un délai de mise en conformité au présent règlement.

Au terme de ce délai, un défaut de mise en conformité entraîne la suspension ou le retrait de l'autorisation à l'issue d'une procédure contradictoire.

Sans préjudice des dispositions énoncées ci-dessus, l'administration peut dresser procès-verbal de contravention en vue de poursuites pénales.

En l'absence de paiement de l'intégralité de la redevance aux échéances prévues, le retrait de l'autorisation est automatique et aucune nouvelle demande d'autorisation ne pourra être délivrée tant que le paiement est dû.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de ne pas renouveler l'autorisation en cas de manquements répétés aux lois et règlements, notamment ceux relatifs à l'hygiène, au bruit ou au respect des heures de fermeture.

##### **Article 17 – Mesures de police**

En cas d'occupation illicite de la voie publique provoquant une gêne pour la circulation, des troubles pour la tranquillité des riverains ou, compte tenu de la nature des lieux, une nuisance pour le site, la Ville pourra requérir l'enlèvement immédiat des installations concernées, ou faire procéder d'office à leur suppression, sans que le contrevenant ne puisse réclamer aucune indemnité.

##### **Article 18 – Exécution**

Pour toute nouvelle demande de terrasse ou d'étalage toutes les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement exigées.

Pour les établissements déjà existants et possédant déjà une terrasse ou un étalage le dossier de demande sera exigible, pour l'année 2013, avant le 30 septembre 2012.

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Montpellier, le

26 AVR 2012

Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Notifié le :  
Publié le :

## ANNEXE 3



Direction du Génie Urbain  
Service Voirie

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 12

### Séance publique du lundi 4 février 2013

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20130204-0000061098-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/02/2013  
Réception en Préfecture : 06/02/2013

Convoqué le mardi 29 janvier 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 4 février 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

#### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlene CASTRE, Joëlle CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cécile SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nancy CANAUD, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Gérard LANNELONGUE, Richard MAILHE, Patrick VIGNAL.

#### Absents :

Stéphane BLANPIED, Laure FARGIER, Armand JULIEN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT

### Ancrages en façade Mise en oeuvre de l'article L.173.1 du code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier

Philippe THINES rapporte :

Dans ses articles L.171-1 à L.171-11, le Code de la voirie routière permet, uniquement sur le territoire de la Ville de Paris, l'établissement de supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public, de signalisation routière sur les façades des propriétés riveraines tant qu'ils n'entraînent pas pour les riverains de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007, a, dans son article 23, modifié le Code de la voirie routière en créant un article L.173-1 qui prévoit que les articles L.171-2 à L.171-11, initialement réservées à la Ville de Paris, peuvent être applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie et d'éclairage public.

De manière à pourvoir aux besoins d'installations de l'éclairage public, de signalisation de police ou d'information locale et à limiter les obstacles sur les circulations piétonnes au bénéfice de la mobilité des piétons et de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, il est pertinent de demander l'application des articles L.171-2 à L.171-11 du Code de la voirie routière sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (ROUEU) titre 3 en date du 31 juillet 1998 permet d'ores et déjà à la ville d'ancrer sur les façades les plaques de rue de la ville.

Il convient désormais d'étendre ces dispositifs aux supports, ancrages, canalisations et appareillages d'éclairage public et de signalisation routière. Une fois cette délibération adoptée, la ville pourra procéder à l'établissement et à l'entretien des appareils d'éclairage public et de signalisation de police selon les modalités prévues aux articles susvisés. Ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive. A noter que ces prérogatives ne peuvent faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de se clore ou bâtir son bien.

**En conséquence nous demandons au Conseil Municipal :**

- de décider de la mise en application, sur le territoire de la ville de Montpellier, des articles L. 171-2 à L. 171-11 du Code de la Voirie Routière en application de l'article L. 171-3 du code de la Voirie Routière.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 05 février 2013**

**Technologie.** La Ville s'est équipée de hauts-parleurs pour les mal-voyants.

## Un bip qui fait parler les feux tricolores

■ Il fallait y penser. Montpellier s'est équipée de feux tricolores sonores pour guider les mal et non-voyants. Comment ça marche ? C'est très simple. Les signalisations sont améliorées, incluant un système de haut-parleur.

Thierry James, vice-président de la Fédération des aveugles de France, explique : « On donne l'orientation, l'itinéraire de traversée, grâce à des haut-parleurs ».

Lorsqu'une personne mal-voyante s'approche d'un carrefour, elle n'a qu'à cliquer sur le bouton de sa télécommande pour savoir où elle se trouve et où elle va. Ce « bip », comme l'appelle les initiés, est disponible dans les locaux de la CCAS. Il est délivré gratuitement à quiconque le demande.

En plus de ce dispositif ingénieux, si un aveugle juge qu'un feu, près de chez lui ou ailleurs, mérite d'être équipé, il peut déposer une requête auprès de la mairie, qui sera dans l'obligation de sonoriser la signalisation. Thierry James est aussi président de la commission accessibilité au plan

national. « Depuis 1984, un texte réglementaire impose aux municipalités de s'équiper », précise-t-il, « aujourd'hui, dans le reste de l'agglomération, aucun effort n'a été fait, mais sachant ce qui se fait en France, je dois dire que Montpellier a fait un travail remarquable ».

Le hic, c'est qu'elle est la seule ville de l'agglomération à appliquer le décret et même à « aller au-delà », selon T. James.

Les conséquences pourraient être lourdes pour les communes désobéissantes. Même si aucune sanction n'est prévue à ce stade, « Si un malvoyant se fait renverser dans une commune où les équipements n'ont pas été mis en place, le maire est pénalement responsable, et pourrait être mis en porte-à-faux ».

En France, le nombre d'aveugles - avec une vision inférieure ou égale à 1/20 - atteindrait 65 000 à 77 000 personnes. Les mal-voyants représenteraient une population 4 fois plus importante, dont la vision se situe entre 1/20 et 4/20.

BENJAMIN CHABERT



A l'aide de ce bip, le piéton connaît sa position et son itinéraire. »



## ANNEXE 5



Direction du  
Génie Urbain

Service RTDO

Arrêté n° 2013/NT/R/DGU-  
P279

### Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

#### **Arrêté permanent** **Mesures de stationnement payant sur voirie** **Voies diverses**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122.22 et L. 2213.1 à L. 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 1986 qui définit les principes d'organisation du stationnement payant sur voirie en trois zones et quatre tarifications ;
- VU l'arrêté 2009/NT/R/DGU-P237 du 10 novembre 2009, réglementant le stationnement payant des véhicules sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 04 février 2008 confiant à Transports de l'Agglomération de Montpellier la gestion des emplacements de stationnement payant sur voirie de la Ville ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 05 octobre 2009 qui définit les principes d'utilisation de l'horodateur individuel embarqué ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité et la commodité de la circulation ; que devant l'augmentation croissante du parc automobile, la réglementation des conditions d'occupation des voies répond à une nécessité d'ordre public ;
- CONSIDÉRANT que le domaine public routier ne saurait être utilisé pour la satisfaction d'intérêts privés de caractère patrimonial, tels que ceux que traduisent les stationnements prolongés et exclusifs, donc abusifs ;
- CONSIDÉRANT que dans l'intérêt général l'institution d'un stationnement payant est nécessaire dans certains secteurs de la Ville afin de garantir une rotation plus rapide des véhicules avec l'application de mesures tarifaires adaptées, par la mise en place de 4 tarifications ;

- CONSIDÉRANT que les dispositions à prendre doivent soumettre les stationnements, de même nature et de même durée, à un régime identique sans que le principe d'égalité des citoyens devant les " charges publiques " ne fasse obstacle à des différenciations entre les catégories d'usagers et de voies ;

- CONSIDÉRANT qu'à ce titre un stationnement dit " résidents " peut être instauré pour faciliter le stationnement des véhicules des riverains des voies situées dans un périmètre défini ;

Arrête :

Article 1er :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée (zone jaune), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de l'Acropole ;
- le Boulevard de l'Aéroport International ;
- le Carrefour de l'Aéroport International ;
- la Rue des Aiguères ;
- la Rue de l'Aire ;
- la Rue Alcyon ;
- la Rue d'Alger ;
- la Rue d'Alsace ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- la Rue Etienne Antoine ;
- la Rue Jeanne d'Arc ;
- le Boulevard des Arceaux ;
- l'Avenue d'Assas ;
- la Rue d'Athènes ;
- la Rue d'Aubeterre ;
- la Rue Balard ;
- la Rue Barthez ;
- la Rue Baudin ;
- la Rue Baumès ;
- la Rue Bayard ;
- la Place des Beaux Arts ;
- la Rue de Belfort ;
- la Rue Belmont ;
- le Passage David Bélugon ;
- la Rue Léon Blum ;
- la Rue Bonnard ;
- la Rue Bornier ;
- la Rue Sébastien Bourdon ;
- la Rue Boussairolles ;
- la Rue Auguste Broussommet ;
- la Rue Brueys ;
- la Rue Campan ;
- la Rue Carlecas ;
- la Place Carnot ;
- la Rue du Carré du Roi ;
- l'Avenue Jacques Cartier ;
- la Rue de la Cavalerie ;
- l'Avenue Samuel Champlain ;
- la Rue Chaptal ;
- la Rue Cité Benoît ;
- la Rue Clapiès ;

- l'Avenue Georges Clémenceau ;
- la Rue du Clos René ;
- la Place Emile Combes ;
- la Rue Auguste Comte ;
- la Rue Adam de Craponne ;
- la Rue de Crête ;
- la Rue Curie ;
- la Rue Daru ;
- la Rue Bernard Délicieux ;
- la Rue Dessale-Possel ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Don Bosco ;
- la Rue Donnat ;
- la Rue Doria ;
- la Rue Du Guesclin ;
- la Rue Durand ;
- la Rue de L'Ecole de Droit ;
- la Rue de l'Epire ;
- l'Avenue des Etats du Languedoc ;
- la Rue Ferdinand Fabre ;
- la Rue Farges ;
- la Rue du Faubourg Boutonnet ;
- la Rue du Faubourg Figuerolles ;
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- la Place Faulquier ;
- la Rue de Ferrate ;
- la Rue Louis Figuer ;
- la Rue Flaugergues ;
- la Place Pierre Flotte ;
- la Rue Galatée ;
- la Rue Galavielle ;
- le Cours Gambetta ;
- la Rue Francis Garnier ;
- la Rue Général Lafon ;
- la Rue Général Riu ;
- la Rue Général Vincent ;
- la Rue Gerhardt ;
- la Rue Isidore Girard ;
- la Rue du Grand Saint Jean ;
- la Rue Henri Guinier ;
- la Rue Louise Guiraud ;
- le Boulevard Henri IV ;
- la Rue du Jardin Martel ;
- la Rue Joffre ;
- la Rue Jeanne Jugan ;
- le Quai Laffite ;
- la Rue Laffite ;
- la Rue Lakanal ;
- la Rue Lamartine ;
- la Rue Albert Leenhardt ;
- la Place Leroy-Beaulieu ;
- la Rue Levat ;
- la Rue de Lorraine ;
- la Rue Lunaret ;
- la Rue Magnol ;
- la Rue Mareschal ;
- la Rue de la Merci ;

- la Rue de la Méditerranée ;
- l'Avenue Jean Mcrmoz ;
- la Rue de Moissac ;
- l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue de Montréal ;
- la Rue Marie Muller ;
- Plan Narcissa ;
- l'Allée du Nouveau Monde ;
- la Rue Paladilhe ;
- la Rue de la Palissade ;
- le Quai du Palladium ;
- la Rue Parlier ;
- Plan Pasquier ;
- la Place du Père Louis ;
- la Rue François Périer ;
- la Rue des Pins ;
- l'Avenue du Pirée ;
- la Rue de Plagne ;
- l'Allée Platon ;
- l'Avenue de la Pompignane ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue du Pont de Lattes ;
- la Rue Poséidon ;
- la Rue Pralon ;
- la Rue Proudhon ;
- la Rue de la Raffinerie ;
- la Rue Rambaud ;
- la Rue Henri René ;
- la Rue de Rhodes ;
- la Rue Hilaire Ricard ;
- l'Impasse Richer de Bellevai ;
- la Rue Richer de Bellevai ;
- la Place Rondelet ;
- la Rue Rondelet ;
- la Rue Daniel Sage ;
- la Rue Saint Alexis ;
- la Rue Saint Barthélemy ;
- l'Avenue Saint Charles ;
- la Rue Saint Claude ;
- la Rue Saint Denis ;
- la Place Roger Salengro ;
- le Quai de Sauvages ;
- la Rue de la Saunède ;
- la Rue Séranc ;
- la Rue Professeur Henri Serre ;
- la Rue des Soldats ;
- la Rue de la Spirale ;
- le Boulevard de Strasbourg ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue de Tarragone ;
- la Rue de Thèbes ;
- la Rue Thetis ;
- la Rue Toiras ;
- la Rue de la Tour Sainte Eulalie ;
- la Rue de la Trente Deuxième ;
- la Rue Eugène Varlin ;
- le Quai du Verdanson ;
- la Rue de Verdun ;



- la Rue de Villefranche ;
- le Quai des Tanneurs ;
- la Rue Renaud de Villeneuve ;
- la Rue Emile Zola.

**Article 2 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée (zone orange), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de l'Abbé de l'Épée ;
- la Rue des Abeilles ;
- la Rue Abert ;
- l'Avenue Aglaé Adanson ;
- la Rue des Aiguercelles ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Amoureux ;
- la Rue des Authémis ;
- la Rue d'Argencourt ;
- la Rue Bazille Balard ;
- la Rue de Barcelon ;
- le Chemin des Barques ;
- la Rue Bastide ;
- la Rue Frédéric Bazille ;
- la Rue Beau Séjour ;
- la Rue Achille Bégé ;
- la Rue de Bercy ;
- le Boulevard Berthelot ;
- l'Avenue de Boirmargues ;
- la Rue Bonnié ;
- l'Avenue Bouisson-Bertrand ;
- la Rue Bourrely ;
- la Rue Boyer ;
- la Rue Brumaire ;
- la Rue Marie Caizergues ;
- Rambla des Calissons ;
- la Rue Canton ;
- la Rue Bienne Cardaire ;
- la Rue Ernest Castan ;
- l'Avenue de Castelnaud ;
- la Rue de la Cavalerie ;
- la Rue Francèze de Cézelli ;
- la Rue Chamayon ;
- la Rue Chaptal ;
- la Place Jean Antoine Chaptal ;
- la Rue de Chio ;
- la Rue du Cimetière des Protestants ;
- la Rue Colin ;
- la Rue du Commerce ;
- la Rue du Comté de Melgueil ;
- la Rue de la Constituante ;
- le Boulevard des Consuls de Mer ;
- l'Allée de Corfou ;
- la Rue Coulondre ;
- la Rue de Cronstadt ;
- la Rue des Cyclamens ;

- la Rue du Dahomey ;
- la Rue Claude Debussy ;
- la Rue Camille Descossy ;
- la Rue Desmazes ;
- l'Avenue des Droits de l'Homme ;
- l'Avenue Albert Dubout ;
- la Rue Dubreuil ;
- la Rue Raoul Dufy ;
- l'Avenue Raymond Dugrand ;
- la Rue Paul Dukas ;
- la Rue Shirin Ebadi ;
- la Rue Enclos Permaud ;
- l'Avenue Albert Einstein ;
- la Rue d'Epidaure ;
- la Rue des Etats Généraux ;
- la Rue de Famagouste ;
- l'Avenue de Fès ;
- la Rue Louis Figuier ;
- l'Impasse Fino-Bricka ;
- la Rue de la Fontaine de Lattes ;
- la Rue Fontenille ;
- la Rue Fouques ;
- la Rue Primaire ;
- la Rue Fructidor ;
- la Rue des Fuchsias ;
- la Rue des Gabares ;
- la Rue de Galata ;
- la Place Ernest Granlor ;
- la Rue François Henry d'Harcourt ;
- la Rue Henri ;
- la Rue du Jardin Durand ;
- la Rue Lakanal ;
- le Quai Laurens ;
- la Rue Mathieu Laurens ;
- la Rue Lunaret ;
- la Rue Wangari Maathai ;
- la Rue du Marché aux Bestiaux ;
- l'Avenue de Maurin ;
- la Rue Yehudi Menuhin ;
- la Rue Messidor ;
- la Rue Meyrueis ;
- la Rue Ernest Michel ;
- la Rue de Messine ;
- la Rue du Micocoulier ;
- la Rue Adolphe Mion ;
- l'Avenue du Mondial 98 ;
- l'Avenue Marie de Montpellier ;
- la Rue Moquin-Tandon ;
- le Chemin de Moularès ;
- la Rue du Moulin de Sémalen ;
- la Rue du Moulin des Sept Cans ;
- l'Avenue de Nîmes ;
- la Rue Nissolle ;
- la Rue Nivose ;
- la Rue Nozcran ;
- la Rue de la Nuit du 4 Août 1789 ;
- la Rue d'Obsen ;
- la Rue des Orchidées ;

- le Boulevard d'Orient ;
- la Rue Paladilhe ;
- la Place des Patriotes ;
- la Rue du Pavillon ;
- la Rue des Pensées ;
- l'Avenue du Petit Train ;
- la Rue Frédéric Peyson ;
- l'Avenue du Pirée ;
- la Rue de la Poésie ;
- l'Avenue du Pont Juvénal ;
- la Rue Ponget ;
- la Rue Proudhon ;
- la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie ;
- le Boulevard Rabelais ;
- la Rue de Raguse ;
- la Rue Ramel ;
- la Rue Raoux ;
- la Rue Henri René ;
- le Boulevard Renouvier ;
- la Rue des Rêves ;
- la Rue Rigaud ;
- la Rue Roudil ;
- la Rue Louis-Frédéric Rouquette ;
- la Rue Saint Hubert ;
- la Rue Saint Léon ;
- la Rue Saint Louis ;
- la Rue Saint Vincent de Paul ;
- la Rue Sainte Catherine ;
- la Rue Aung San Sun Kyi ;
- la Rue Marcel de Serres ;
- le Boulevard de Strasbourg ;
- la Rue de Substantion ;
- la Rue de Syracuse ;
- la Rue Thérèse ;
- la Rue Charles de Tourtoulon ;
- la Rue Michel Trocmé ;
- la Rue de la Tuilerie ;
- la Rue Turgot ;
- la Rue Victor Vasarely ;
- la Rue Vendémiaire ;
- la Rue Vézian ;
- la Rue Joseph Vidal ;
- le Boulevard Vieussens ;
- la Place Paul Vigné d'Octon ;
- la Rue Andy Warhol ;
- la Rue Elie Wiesel.

### **Article 3 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée (zone verte), aux emplacements prévus à cet effet sur :

- la Place de l'Abbé Crébassol ;
- l'Avenue Pierre d'Adhémar ;
- la Rue des Amarantes ;
- la Rue des Anémones ;

- la Rue Antericu ;
- la Rue des Asphodèles ;
- l'Avenue d'Assas ;
- la Rue Atgier-Hazard ;
- la Rue Azéma ;
- la Rue Baqué ;
- la Rue Paul Baron ;
- la Rue Bartholdi ;
- la Rue Frédéric Bazille ;
- la Rue Rémy Belleau ;
- la Rue des Bergeronnettes ;
- la Rue Guy et Robert Bourrier ;
- la Rue Bouschet de Bernard ;
- la Rue Boussinesq ;
- la Rue des Boutons d'Or ;
- la Rue Louis Braille ;
- la Rue Octavien Bringuier ;
- la Rue Jacques Brives ;
- la Rue des Cambiadours ;
- la Place Cardinal Verdier ;
- l'Avenue de Castelnau ;
- l'Avenue Chancel ;
- la Rue des Chardonnerets ;
- la Rue des Chasseurs ;
- la Rue des Cigales ;
- la Place du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie ;
- la Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie ;
- la Rue Cité Bousquet ;
- la Rue de Claret ;
- la Rue des Clématites ;
- la Rue de Colmbre ;
- la Rue du Colonel Marchand ;
- la Rue Condorcet ;
- la Rue des Coquelicots ;
- l'Allée de Corfou ;
- la Rue de la Cour du Recteur ;
- la Rue Gustave Courbet ;
- la Rue Adam de Craponne ;
- la Rue de la Croix Bonhomme ;
- l'Avenue de la Croix du Capitaine ;
- la Rue Crova ;
- la Rue du Dahlia ;
- la Rue de la Danse des Cordelles ;
- la Rue de la Danse des Treilles ;
- la Rue de la Danse du Chevalet ;
- l'Impasse Daube ;
- la Rue Delmas ;
- la Rue Denise ;
- la Rue du Docteur Louis Perrier ;
- la Rue Doyen de Rouville ;
- la Rue Jacques Draparnaud ;
- la Rue Duchesse d'Abrantes ;
- la Rue Emile Duployé ;
- la Rue Duval-Jouve ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- la Rue de l'Ecole Normale ;
- la Rue Edouard VII ;
- la Rue d'Epidaure ;



- la Rue de l'Equerre ;
- la Rue de l'Etoile Bleue ;
- la Rue Frédéric Fabrèges ;
- la Place Auguste Pages ;
- la Place du Lavoir ;
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes ;
- la Rue de la Fauvette ;
- l'Avenue Charles Flahault ;
- la Rue de Font Carrado ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue de la Fontaine Saint Berthomieu ;
- la Rue de Forcrand ;
- la Rue des Frères Platter ;
- l'Avenue de la Gaillarde ;
- la Rue Pierre Galen ;
- la Rue Georges ;
- la Rue Frédéric Georges ;
- la Rue des Groschilliers ;
- la Rue Granier ;
- la Rue Gustave ;
- la Rue Gwynemer ;
- la Rue Haguenot ;
- la Rue Emmanuel Hédon ;
- la Rue Hippolyte ;
- la Rue de l'Hirondelle ;
- la Rue des Hospices ;
- la Rue Guillaume Janvier ;
- le Passage de l'Imprimerie ;
- la Rue de l'Imprimerie ;
- la Rue des Iris ;
- la Rue Jean ;
- l'Allée Jullian ;
- l'Avenue de la Justice de Castelnaud ;
- la Rue Labbé ;
- la Rue Lacombe ;
- la Rue Paul Lacroix ;
- la Rue Lafeuillade ;
- la Rue de la Lavande ;
- la Rue Bernard Lecache ;
- la Rue Sébastien Lenormand ;
- l'Avenue Lepic ;
- la Rue Emile Littré ;
- la Rue John Locke ;
- l'Avenue de Lodève ;
- la Rue des Loriots ;
- la Rue de Louvain ;
- la Rue Ramon Lull ;
- la Rue Maillart ;
- la Rue Aristide Maillol ;
- la Rue Marc ;
- l'Avenue du Maréchal Leclerc ;
- la Rue Marguerite ;
- la Rue Marioge ;
- la Rue Edouard Marsal ;
- la Rue Martin-Choisy ;
- la Rue du Mas de Lemasson ;
- la Rue Maury ;
- la Rue Alexandre Maury ;

- la Route de Mende ;
- l'Avenue Jean Mermoz ;
- la Rue de Metz ;
- le Boulevard Benjamin Milhaud ;
- la Rue François Mireur ;
- la Rue Montcil ;
- la Rue du Moulin de Sémalen ;
- le Boulevard Moulié ;
- la Rue Max Mousseron ;
- la Rue des Narcisses ;
- la Rue de Nazareth ;
- la Rue des Néfliers ;
- la Rue Adolphe Nourrit ;
- la Rue Pagès ;
- la Rue de la Paille ;
- la Rue des Pâquerettes ;
- la Rue de la Part Antique ;
- le Passage Soixante Quinze ;
- la Rue de la Pépinière ;
- la Rue du Père Bonnet ;
- la Rue du Père Fabre ;
- la Place du Père Régis ;
- l'Avenue du Père Soulas ;
- le Boulevard de la Perruque ;
- la Rue des Pervenches ;
- la Rue des Pinsons ;
- la Rue du Pioch de Boutonnet ;
- la Rue de la Portalière des Masques ;
- la Rue de Porto ;
- la Rue du Pous de Las Sers ;
- la Rue des Pradiers ;
- la Rue Jacques Prévert ;
- la Rue des Prévôts ;
- la Rue des Primevères ;
- la Rue du Printemps ;
- la Rue du Professeur Jean Granier ;
- l'Avenue du Professeur Grasset ;
- la Rue du Professeur Lombard ;
- la Rue du Professeur Sarda ;
- la Rue du Progrès ;
- la Rue Racine ;
- la Rue Raoul ;
- la Rue Hippolyte Rech ;
- le Boulevard Ernest Renan ;
- la Rue Théophraste Renaudot ;
- la Rue de Rethel ;
- la Rue des Rêves ;
- la Rue Reynes ;
- la Rue Ribot ;
- l'Avenue Xavier de Ricard ;
- la Rue Edouard Roche ;
- la Rue des Roitelets ;
- la Rue Ronsard ;
- la Rue des Roses ;
- la Rue des Rossignols ;
- la Rue Louis Roumieux ;
- la Rue Paul de Rouville ;
- la Rue Saint Cléophas ;

- l'Avenue de Saint Lazare ;
- l'Avenue Saint Maurice de Sauret ;
- l'Avenue de Saint Maur ;
- la Rue des Salins ;
- la Rue des Scarabées ;
- la Rue Marcel de Serres ;
- l'Allée des Sophoras ;
- la Rue de Las Sorbes ;
- la Rue Subleyras ;
- la Place de Tagaste ;
- la Rue des Tiercellets ;
- l'Avenue de Toulouse ;
- l'Impasse de la Tour Buffel ;
- la Rue de la Tour Buffel ;
- la Rue Tour Gaynaud ;
- la Rue du Triolet ;
- la Rue Jules Troubat ;
- la Rue Val Marie ;
- la Rue Valette ;
- la Rue des Verveines ;
- la Rue des Vignes ;
- la Rue des Viguiers ;
- la Rue Arnaud de Villeneuve ;
- la Rue des Volontaires ;
- le Boulevard Charles Wamery.

#### Article 4 :

Le stationnement de tous les véhicules est interdit hors des emplacements matérialisés au sol dans les voies constituant les trois zones tarifaires définies aux articles 1, 2 et 3.

Ces emplacements sont réservés aux automobilistes désireux d'acquitter les droits proportionnels à la durée d'occupation.

Dans les trois zones tarifaires le stationnement est payant de 9h00 à 18h00 tous les jours du lundi au samedi. Le stationnement est gratuit les dimanches et jours fériés.

Le recouvrement des droits de stationnement est assuré au moyen :

\* d'horodateurs implantés sur les trottoirs. Le paiement des droits se fera par pièces de monnaie, carte électronique, ou carte bancaire à insérer dans les horodateurs.

Les horodateurs délivreront un ticket sur lequel figureront :

- la date
  - l'heure de fin du stationnement
  - le prix payé
  - l'identification de la zone de stationnement (jaune, orange, verte)
  - le numéro de secteur et les premiers numéros de la plaque d'immatriculation pour les résidents
- Ce ticket doit être placé derrière le pare-brise du véhicule, être lisible de l'extérieur et placé côté trottoir afin de permettre un contrôle facile de la durée de stationnement autorisé.

\* d'horodateurs embarqués (PIAF), boîtier rechargeable auprès du prestataire de service dûment désigné.

\* d'un paiement dématérialisé. Les usagers devront au préalable adhérer au système de paiement dématérialisé mis en place par la collectivité auprès du prestataire de service dûment désigné qui leur fournira un macaron qui devra obligatoirement être affiché sur le pare-brise du véhicule. Le paiement des droits se fera soit par Internet soit par téléphone.

\* de carte à gratter mensuelle.

Les automobilistes devront s'acquitter des droits de stationnement au tarif en vigueur dans la zone où ils stationnent.  
En cas de non-fonctionnement d'un horodateur individuel embarqué, l'usager est tenu de se reporter à un horodateur.  
En cas de non-fonctionnement d'un horodateur, l'usager est tenu de se reporter à un horodateur voisin, dans la même zone tarifaire, afin d'obtenir le ticket correspondant au paiement du stationnement.

Toute fraude ou reproduction du ticket est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

#### Article 5 :

Un régime de stationnement préférentiel est instauré à l'intérieur de chacune des trois zones tarifaires précitées, au bénéfice des résidents.

La qualité de " résident " n'est attribuée qu'aux seules personnes physiques remplissant l'ensemble des conditions suivantes :

- le domicile doit être reconnu dans l'une des 3 zones de stationnement payant définies aux articles 1, 2 et 3,
- le véhicule doit être immatriculé à l'adresse du domicile,
- le véhicule doit stationner dans l'une des rues composant la zone concernée.

Pour bénéficier du tarif préférentiel, propre à leur zone tarifaire, les résidents doivent s'acquitter du paiement des droits de stationnement au moyen de la carte " Oxygène ", de la carte mensuelle à gratter ou par paiement dématérialisé.

Deux véhicules par foyer pourront bénéficier de la qualité de résidents.

Cas particulier de la zone Verte :

- le stationnement des véhicules est gratuit pour les résidents de la zone Verte et dans le secteur de leur domicile uniquement,
- les véhicules de résidents sont reconnaissables au moyen d'un macaron devant être apposé, à l'intérieur du véhicule, sur le pare-brise pour être parfaitement visible de l'extérieur afin de permettre un contrôle facile de la qualité de résident,
- en cas de changement de domicile, le bénéficiaire est tenu de restituer le macaron. Il doit justifier, chaque année, de sa domiciliation pour obtenir le nouveau macaron de stationnement correspondant à l'année civile en cours,
- le macaron de stationnement, ne constituant en aucun cas un droit de réservation d'emplacement, ne donne lieu à aucune garantie ni ne soustrait l'utilisateur au respect des règles du Code de la Route,
- les résidents sont tenus de s'assurer qu'une signalisation modifiant temporairement les règles de stationnement n'a pas été implantée dans le périmètre où est stationné leur véhicule,
- toute fraude ou utilisation abusive du macaron est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

#### Article 6 :

Des emplacements sont réservés aux personnes à mobilité réduite.

Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur. Ils sont gratuits pour les véhicules pourvus du macaron décrit ci-dessous.

Les véhicules de ces utilisateurs doivent obligatoirement être pourvus de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées, attestant qu'ils sont affectés au transport d'une personne handicapée.

Les véhicules de personnes à mobilité réduite doivent être impérativement stationnés sur les emplacements réservés pour bénéficier de la gratuité. En dehors de ces emplacements, il conviendra d'acquitter les droits de stationnement en respectant la zone concernée.

Toute utilisation induite de ces titres est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

#### Article 7 :

Des emplacements sont réservés aux véhicules effectuant des livraisons.  
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs sont exonérés du paiement du droit de stationnement pendant les livraisons qui s'apparentent à un arrêt et non à du stationnement.  
Cet arrêt correspondant à l'immobilisation momentanée d'un véhicule durant le temps nécessaire pour permettre son chargement ou son déchargement, le conducteur restant à proximité pour pouvoir le cas échéant le déplacer.

Les horaires réservés pour la livraison sont précisées sur la signalisation verticale en place.

Un délai d'arrêt de 30 minutes maximum est autorisé. Au-delà, le stationnement est considéré comme gênant.

Toute utilisation induite de ces emplacements est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur.

#### Article 8 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des taxis.  
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.

#### Article 9 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des véhicules de transport en commun.  
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.

#### Article 10 :

Des emplacements sont réservés au stationnement des véhicules de transport de fonds.  
Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur.

Le stationnement de tout autre véhicule sur ces emplacements est strictement interdit.



**Article 11 :**

Toute occupation temporaire du domaine public sur les emplacements de stationnement payant (déménagements, travaux, dépôts de bennes...) ne peut s'effectuer qu'avec une autorisation délivrée par les services municipaux, et fait l'objet d'une facturation selon un tarif fixé par le Conseil Municipal.

**Article 12 :**

Le stationnement d'un véhicule non autorisé sur un emplacement réservé est qualifié de stationnement gênant, et constitue une infraction définie à l'article R 417.10 du Code de la Route. Le véhicule pourra être déplacé et mis en fourrière, conformément aux dispositions légales en vigueur, aux frais du propriétaire.

Est considéré comme un stationnement abusif, et passible des pénalités prévues par l'article R417.12 du Code de la Route, toute occupation par un même véhicule d'un même emplacement pendant une durée excédant 2 heures de stationnement en zone Jaune, 5 heures de stationnement en zone Orange et 9 heures en zone Verte. Au-delà de cette durée limitée il est interdit de faire stationner à nouveau le véhicule sur un emplacement situé à moins de 100 mètres du point de stationnement qu'il vient de quitter.

Tout véhicule en stationnement gênant en dehors des emplacements matérialisés au sol ou en stationnement irrégulier plus de 48 heures sur l'un de ces emplacements pourra être déplacé et mis en fourrière, conformément aux dispositions légales en vigueur, aux frais et risques du propriétaire.

**Article 13 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la Route.

Elles feront l'objet d'une verbalisation, en application du Code de la Route, par les agents verbalisateurs assermentés à cet effet.

Le défaut de paiement du droit de stationnement ou le dépassement de la durée correspondant à la taxe versée, fera l'objet de procès-verbaux de contraventions.

**Article 14 :**

Le stationnement sur les emplacements matérialisés dans les voies citées aux articles 1, 2 et 3 se fait aux risques et périls du propriétaire du véhicule, les taxes acquittées ne devant en aucun cas être considérées comme un droit de gardiennage. La Ville décline donc toute responsabilité en cas de vol, accident ou incident.

**Article 15 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2009/NT/R/DGU-P237 du 10 novembre 2009 susvisé est abrogé.

**Article 17 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur de la société "Transports de l'Agglomération de Montpellier" sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 décembre 2013

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX

Publié le : 05 JAN. 2014

# ANNEXE 6

{ 1 }

## Une voirie accessible à Montpellier

Le cadre législatif

– Loi n°2005-102 du 11 février 2005 (notamment l'article 45)

• La voirie et les espaces publics

– Décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

– Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics


– Arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

• La commission départementale de sécurité et d'accessibilité

– Décret n°2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Décret n°2006 1658	Arrêté du 15 janvier 2007 modifié	Nos recommandations
<p><u>Cheminement :</u></p> <p>○ Sol non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue, à la canne et au pied</p> <p>○ Largeur suffisante</p>	<p>○ 1,40m minimum libre de tout obstacle</p> <p>○ 1,20m si aucun mur ou obstacle de part et d'autre du cheminement</p> <p>○ Trous et fentes &lt; 2 cm</p>	<p>○ Cheminement le plus usuel, le plus direct et le plus court</p> <p>○ Possibilité d'utiliser les couleurs et les différences de revêtement de sol pour faciliter le repérage par les déficients visuels</p> <p>○ Pose d'appuis ischiatiques : hauteur 0,70 m Les éléments ischiatiques doivent être conformes à la NFP -350 abaques de détection</p> <p>Bancs, Abris tous les 200 m</p> <p>○ Largeur 1,80 m quand c'est possible : permet à deux personnes en fauteuil de se croiser.</p> <p>○ sols avec des contrastes de couleur afin de permettre à une PDV d'identifier le cheminement. Nécessité de créer un fil conducteur tactile et visuel efficace pour permettre la détection à la canne blanche entre les espaces</p> <p>○ importance d'éviter les obstacles. Les émergences devront être alignées et concentrées dans un espace dédié.</p>

11 avril 2013

<p><b>Profil en long et Pente</b></p> <p>Pente la plus faible possible Toute dénivellation importante peut être franchie par un plan incliné qui respecte les caractéristiques minimales définies par l'arrêté</p>	<p>o Pente 5% maximum</p> <p>o Si impossibilité technique : Pentes tolérées : 8% maximum sur 2m 12% maximum sur 0,50m</p> <p>o Palier de repos : - 1,20m x 1,40m horizontal et hors obstacle - tous les 10m pour pente &gt;4% - en haut et en bas de toute pente - à chaque changement de direction</p> <p>o Garde corps préhensible si rupture de niveau &gt; à 0,40m</p>	<p>O Main courante à mi-hauteur</p> <p>O Bordure chasse roue le long des ruptures de niveau</p> <p>les barrières doivent être conformes à la NFP -350 abaque de détection, le chasse roue doit être contrasté visuellement.</p>
<p><b>Dévers</b></p> <p>Pente transversale la plus faible possible</p>	<p>o 2% maxi en cheminement courant</p>	<p>O 1% de dévers est préférable</p> <p>O Pour les sorties charretières, privilégier une largeur suffisante pour le passage d'un fauteuil sans dévers ou avec un dévers de 1 %</p> 
<p><b>Ressauts</b></p> <p>Minimum de ressauts avec bords arrondis ou chanfreinés</p>	<p>o 2,50 m minimum entre 2 ressauts sur les pentes o « pas d'âne » interdits</p>	<p>O Chanfrein à ¼ confortable</p>

11 avril 2013

s'ils ne peuvent être évités

### Traversée de chaussée

- Bateaux (abaissés) de trottoir
- Bande d'éveil de vigilance conforme

o Largeur minimale de l'abaissé de trottoir : 1,20 m

- o Mise en œuvre de la bande de vigilance (BEV) conforme à la norme NF P98-351 pour signaler la partie abaissée des bordures de trottoir au droit des traversées de chaussée matérialisées :
  - 0,50 m du bord du trottoir
  - sur toute la largeur de l'abaissement de la bordure de trottoir, rampants compris jusqu'à une hauteur de vue minimum de 54 cm

### Passage piéton

- clairement identifié sur la chaussée
- contraste tactile ou autre moyen équivalent

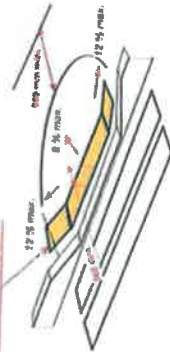
o Marquage conforme à l'arrêté du 16 février 1988 et à l'article 113 de l'ILSR 7 e partie, contraste visuel entre chaussée et marquage (annexe 1)

o Contraste tactile sur la chaussée pour repérer le passage ou ses limites ou tout autre dispositif assurant la même efficacité

RESSAUTS  $\leq 2$  cm



TYPE DE BEV selon la norme



o si largeur du trottoir inférieur à 1,40 m tout bateau doit laisser un passage minimum de 80 cm avec un dévers de 1% maxi. Si pour des contraintes techniques importantes ne pas faire un bateau mais une descente dans le trottoir

Norme NFP 351 - avec contraste visuel

Si présence de potelets : ils doivent être conformes à l'abaque 98-350

La traversée piétonne doit être équipée d'un chemin de guidage positionné au centre et tout le long de la traversée

c Zone 30 : c'est un secteur délimité comme un lotissement, panneau 30 à l'entrée du quartier. Pas d'aménagement spécifique. Existence de trottoirs

c pas de traversée piétonne dans un arrondi de trottoir.

Zones de rencontre : Tout est à plat. Les piétons peuvent marcher sur la route, les voitures roulent au pas. Pas de stationnement. Préconisation : Bordure pour délimiter la chaussée du trottoir.

11 avril 2013

## Feux de signalisation

O Dispositif conforme aux normes en vigueur permettant aux personnes aveugles et malvoyantes de connaître la période de traversée des piétons

- O Complété par un dispositif sonore ou tactile conforme à l'arrêté du 21 juin 1991 et à l'article 110.2 de l'ISR 6<sup>e</sup> partie
- O Conforme aux normes en vigueur NF S32-002
- O Hauteur des commandes entre 0,90 m et 1,30m (si elles existent)

o Dossier CERTU  
Répétiteurs de feux piétons pour personnes aveugles et malvoyantes

o Les feux sonores doivent être face à face afin de créer un couloir sonore. Ils doivent systématiquement annoncer le nom de la rue. Le signal sonore continu indiquant la possibilité de traverser est perturbant. Il est souhaitable de pouvoir l'interrompre, d'autant plus qu'il couvre le bruit des voitures.

O Faire en sorte qu'il n'y ait pas de reflet (verre strié)

## Escaliers

O Escalier (sauf escalier mécanique)

largeur :

- 1,20 m si aucun mur de chaque côté
- 1,30 m si un mur d'un côté
- 1,40 m entre 2 murs

marches :

- hauteur maximale : 16 cm
- giron minimum : 28 cm

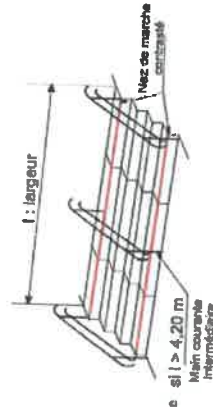
main courante :

- à partir de 3 marches
- dépassant la première et la dernière marche de chaque voïe d'une largeur au moins égale au giron
- passage minimum de 1,20 m entre mains courantes
- hauteur de la main courante comprise entre 0,80 m et 1,00 m
- double main courante intermédiaire s

O Hauteur minimale de la main courante : 0,90 m au dessus du nez

O Une main courante à une hauteur intermédiaire pour les personnes de petite taille

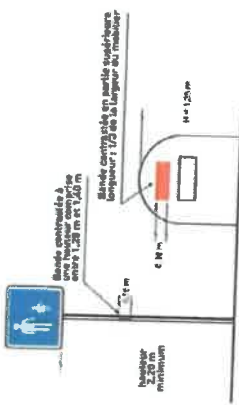
O Nez de marche saillant ou à claire-voie à éviter



L'ensemble des nez de marches et contre marches doit être contrasté à 70 %.

11 avril 2013



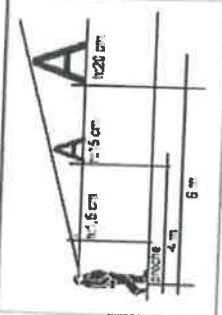
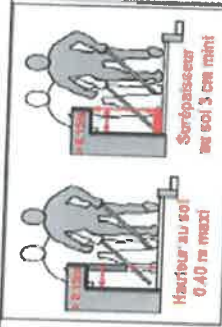
<p><b>Equipements</b></p> <p><b>O Bornes et poteaux</b> Bornes et poteaux aisément détectables par les personnes aveugles ou malvoyantes y compris en porte-à-faux</p>	<p>largeur supérieure à 4,20 m</p> <p>nez de première et dernière marche avec un dispositif contrastant, largeur mini : 5 cm (annexe 1)</p> <p>O Bornes et poteaux et autres mobiliers urbains comportent une partie contrastée avec le support ou l'arrière plan, constituée d'au moins 10 cm de hauteur sur au moins 1/3 de la largeur, apposée entre 1,20 m et 1,40 m du sol. Pour les bornes et poteaux comportant un resserrement ou un évidement, le contraste visuel sera réalisé dans la partie sommitale sur une hauteur d'au moins 10 cm.</p> <p>O Hauteur de passage libre de 2,20 m</p> <p>O Mobilier ou poteaux : si passage libre inférieur à 2,20 m élément bas installé au maximum à 0,40 m du sol</p> <p>O Les obstacles en saillie de plus de 15 cm situés en porte-à-faux à moins de 2,20 m de hauteur doivent être rappelés à l'aplomb du porte-à-faux par un élément bas installé au maximum à 0,40 m du sol par une surépaisseur au sol d'au moins 3 cm</p> <p>O Dispositif d'éclairage non éblouissant (annexe 2)</p> <p>O Abaque de détection des bornes et poteaux (annexe 3)</p> <p>O Cheminement avec passage sélectif doit</p>	<p>les bandes contrastées doivent être à une hauteur de 1,6 m pour se trouver dans le champ visuel</p> <p>Pour les bornes basses, elles doivent être conforme à la NFP 98 -350</p> <p>Barrière de chantier : se référer au manuel du chef de chantier CERTU</p>  <p>O Autres types de mobiliers concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toilettes publiques, cabines téléphoniques, escaliers mécaniques, trottoirs roulants... se reporter à la réglementation ERP/OP neuf (arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)</li> <li>- Barrières de chantier : lisse basse à 0,30 m du sol (NF P98-470)</li> </ul>
--	--	---

11 avril 2013

**O Signalétique et information**

Accessible aux personnes handicapées

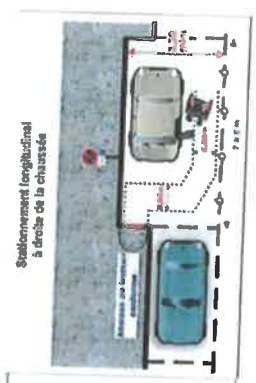
- permettre le passage d'un fauteuil roulant de gabarit 0,80 m x 1,30 m
- O Informations compréhensibles, lisibles en position debout et assise
- O Hauteur de commandes entre 0,90 m et 1,30 m
- O Espace d'usage devant équipement : 0,90 m x 1,30 m
- O Signalisation des équipements par des idéogrammes, en particulier les escaliers
- O Informations visuelles peuvent être doublées par un signal sonore



**STATIONNEMENT**

- 2% de l'ensemble des emplacements de chaque zone de stationnement
- Si la zone comprend plus de 500 places, le nombre est fixé par arrêté municipal, il ne peut être inférieur à 10
- Accès au cheminement piéton libre de tout obstacle
- Parcêtres accessibles et proches des emplacements

- O Largeur  $\geq 3,30$  m
- O Pentes et dévers  $\leq 2\%$
- O Cheminement accessible jusqu'au trottoir sans emprunter la chaussée largeur 0,80 m
- O Rue sens unique : Stationnement à gauche de plain-pied : Emplacement réduit à 2 m si espace sur le trottoir de largeur 0,80 m dégagé de tout obstacle
- O Signalisation verticale et horizontale



- O 7 à 8 m est la longueur recommandée pour le stationnement longitudinal pour les transferts par l'arrière du véhicule.
- O L'aménagement de places de stationnement réservées doit toujours faire l'objet d'un arrêté municipal

11 avril 2013

{ 7 }

<p><b>POSTES D'APPEL D'URGENCE ET ABORDS</b></p> <p>Accessibles aux personnes en fauteuil roulant et aux personnes sourdes ou malentendantes</p>	<p>conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ( arrêté du 7 juin 1977 modifié )</p> <p>O Répartition homogène sur la zone de stationnement</p> <p>O Parcimètre ou horodateur lisible en toute position hauteur entre 0,90 m et 1,30 m</p>	<p>O si possible prévoir au moins une place à côté de laquelle personne ne peut se garer pour éviter qu'un véhicule soit trop près et empêche le transfert.</p> <p>Proposition : différencier les places PMR aux normes de celles qui sont attribuées à l'ademande de particuliers et qui ne respectent pas les normes.</p>
<p><b>EMPLACEMENT D'ARRÊT DES VEHICULES DE TRANSPORTS COLLECTIFS</b></p> <p>11 avril 2013</p>		<p>O Signal visuel pour attester la réception de l'appel (faire attention aux reflets possibles)</p>
		<p>O Guide CERTU Les bus et leurs points d'arrêt accessibles à tous</p>

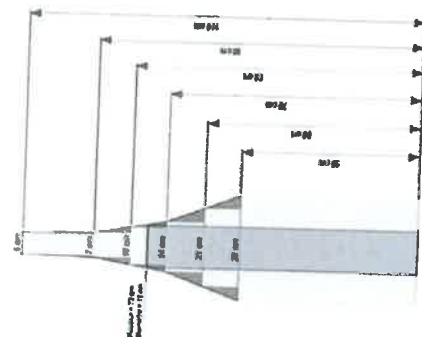
<p>Tout emplacement et arrêt doit être conforme au schéma directeur d'accessibilité ( loi du 11 février 2005 art.45)</p> <p>L'aménagement permet l'arrêt des véhicules au plus près du quai ou du trottoir</p> <p>L'accès est dégagé de tout obstacle</p> <p>Pour les transports guidés par rail, l'arrêt est équipé de bandes d'éveil de vigilance</p> <p>Avis de la CCDSA pour des dérogations d'ordre technique</p>	<p>O Hauteur adaptée aux véhicules utilisés</p> <p>O Un cheminement accessible entre trottoir et arrêt dégagé de tout obstacle</p> <p>O Passage entre nez de bordure et retour abri : 0,90 m, 1,40 m si cheminement piéton non accessible côté cadre bâti</p> <p>O Aire de rotation fauteuil : diam. 1,50 m</p> <p>En urbain, si impossibilité, les arrêts sont aménagés en alignement ou en avancée</p> <p>O Signalétique et informations</p> <p>Hauteur minimum des caractères : - 12 cm pour l'identifiant de la ligne - 8 cm au minimum pour le nom de l'arrêt (annexe 1)</p> <p>O Pour le transport guidé : Hauteur quai &gt; 26 cm équipé de bandes d'éveil de vigilance sur toute la longueur (NF P98-351)</p>	<p>O L'implantation de BEV conforme est recommandée pour les systèmes de transports guidés par un dispositif autre que le rail</p> <p>O Les prescriptions concernant les machines automatiques de vente de tickets sont celles applicables aux ERP en cohérence avec celles des gares (article 11 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006) <b>et rendues aussi accessibles aux PDV et PMV</b></p> <p>O Les dimensions de l'espace d'usage assurant l'accessibilité des équipements sont de 0,90 m x 1,30 m</p> <p>O Repérage au sol pur signaler l'emplacement du bus.</p> <p>O Passage d'au moins 0,90 pour permettre à tout fauteuil de passer sans rouler sur la BEV <b>La BEV est proscrite dans ces circonstances, c'est une bande d'intersection</b></p> <p>O Sur toute la longueur du plan incliné menant au quai, en continuité de la BEV mettre un listel de 2cm maxi servant au guidage des non-voyants, les listels seront chanfreinés à l'extrémité, <b>et ils seront contrastés visuellement.</b></p> <p>O Les panneaux publicitaires seront disposés parallèlement au quai pur permettre la meilleure fluidité</p> <p>O Chaque fois que c'est possible créer des quais en continuité de l'espace public</p>
--	---	---

11 avril 2013

# ANNEXES

**Annexe 1 : Contraste visuel**  
 Soit entre l'objet et son support  
 ou son arrière plan, soit entre  
 deux parties de l'objet  
 Cas objet moins lumineux :  
 contraste de luminance de 0,70  
 à la mise en œuvre ; 0,40 à  
 maintenir de manière durable  
 Cas des objets plus lumineux :  
 contraste de luminance de 2,3 à  
 la mise en œuvre ; 0,6 à  
 maintenir de manière durable  
 Possibilité de créer ce contraste

11 avril 2013



**Contraste visuel**  
 Le contraste visuel C est le rapport relatif de lueurs renvoyées vers l'œil de l'observateur (lumière réfléchie par l'objet) sur lueurs renvoyées vers l'œil de l'observateur (lumière réfléchie par le support).  
 Cette valeur est différente selon que l'arrangement des surfaces est différent (par exemple, l'arrangement des surfaces de l'objet et du support est différent).  
 Le contraste visuel C est défini par la relation :  

$$C = \frac{L_{\text{objet}}}{L_{\text{support}}}$$

**Eclairage des abaissements**  
 Les installations d'éclairage sont conçues par la norme NF EN 12467 qui définit des performances visuelles à maintenir dans les zones d'abaissement, en particulier, les zones d'abaissement et les zones d'abaissement.

**Exemples d'effets de l'éclairage**  
 Taille minimale des bornes et des supports :  
 Hauteur 0,80 m et enveloppe standard 0,20 m  
 Bornes de hauteur 0,70 m, largeur minimale de 0,14 m  
 Poutres de hauteur 0,80 m, largeur minimale de 0,17 m  
 Poutres de hauteur 1,10 m, diamètre minimum de 0,06 m

avec des couleurs ou des matériaux différents

**Annexe 2 : Visibilité des cheminements**  
 Les installations d'éclairage et les matériaux doivent permettre le repérage des cheminements et des obstacles

Les éclairages placés sous le niveau de l'œil ne doivent pas être éblouissants

**Annexe 3 : Abaque de détection d'obstacles bas**  
 Les bornes et poteaux doivent respecter l'abaque ci-contre

Des resserrlements ou évidements sont acceptés au-dessus de 0,50 m de hauteur

Pour les bornes et poteaux comportant un resserrlement ou un évidement, le contraste visuel prévu au 6° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 15 janvier 2007 est réalisé sur sa partie sommitale sur une hauteur d'au moins 10 cm

11 avril 2013



# ANNEXE 7

*Christel*

## Sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et initiation à la langue des signes Formation intra-muros - Ville de Montpellier / CNFPT Délégation régionale Languedoc Roussillon

Objectifs : - Appréhender les situations de handicap  
- Approprier des modes de communication adaptés à l'accueil des usagers handicapés.  
- Repérer les spécificités de la déficience auditive et s'initier aux rudiments de la langue des signes.

Date		Date	
9h - 12h		9h - 12h30	
<p><b>Accueil des stagiaires - tour de table</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- quels changements pour la cité ?</li> <li>- ou en est-on en 2013 à la veille de l'horizon de 2015 ?</li> <li>- normes accessibilité, qui est concerné ?</li> <li>- La notion du handicap en France :</li> <li>- quel regard, quelle représentation du handicap ?</li> <li>- historique du handicap en France</li> <li>- Qu'est-ce que le handicap ?</li> <li>- Qu'est-ce que l'incapacité ?</li> <li>- Qu'est-ce qu'une déficience réduite ?</li> <li>- Savoir se comporter face à une personne à mobilité réduite :</li> <li>- L'acceptation de l'autre</li> <li>- La notion d'amblyopie</li> </ul> <p><b>Exercice en sous-groupe</b> Correction en plénière</p>	<p><b>Handicap auditif</b></p> <p>La connaissance du handicap, les différentes typologies</p> <p>La représentation sociale du handicap auditif</p> <p>Clé pour une meilleure communication</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p>Quels comportements adopter pour recevoir au mieux ce public ?</p> <p><b>Exercice : étude de cas en sous-groupe</b> Correction en plénière</p> <p>La Langue des Signes Française</p> <p>Historique de la LSF</p> <p>La syntaxe de cette langue vivante - construction du signe</p> <p>Classification pro-formes</p> <p>Utilisation des ressources personnelles en l'absence du signe</p> <p>Dactylologie</p> <p>Communication non-verbale</p>	<p><b>Handicap visuel</b></p> <p>La connaissance du handicap, les différentes typologies</p> <p>Clé pour une meilleure communication</p> <p>Comment guider une personne déficiente visuelle</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p>Quels comportements adopter pour recevoir au mieux ce public</p> <p><b>Exercice en salle, jeux de rôle</b> Mini film</p> <p><b>Handicap moteur :</b></p> <p>La connaissance du handicap, les différentes typologies</p> <p>Conséquences du handicap sur la personne</p> <p>Quel comportement adopter avec ce public</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil</p>	<p><b>Handicap mental</b></p> <p>La connaissance du handicap, les différences typologies</p> <p>Quels comportements adopter pour une meilleure attitude face à ce public</p> <p>Clé pour une meilleure communication</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p><b>Méthode interrogative, s'appuyant sur l'expérience et la connaissance des stagiaires</b></p> <p>Handicap psychique</p> <p>Handicap mental, handicap psychique, quelles différences ?</p> <p>La connaissance du handicap, les différences typologies</p> <p>Conséquence du handicap sur la personne</p> <p>Quel comportement adopter face au handicap psychique ?</p> <p>Clé pour une meilleure attitude face à ce public</p> <p>L'accessibilité des locaux d'accueil (ERP)</p> <p><b>Exercice en sous-groupe</b></p>
Intervenants : Christel BERARD		Intervenants : Christel BERARD et Paule PELLEQUER	
Responsable pédagogique : Marie Christine Gire		Intervenants : Christel BERARD, Paule PELLEQUER, Formatrice en LSF (langue des signes française)	
Intervenantes : Christel BERARD		Intervenants : Christel BERARD	

# ANNEXE 8



**Ville de  
Montpellier**  
Mission Grand Cœur  
Reconquête urbaine

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 237

## Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Arnaud ABERNETHY, Frédéric ARAGON, Aliakel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEFZICH, Amine BENJALAGHA, JAVIER, Nicole BODAS, Benjamin BIANCHI, Raphaël BONIFACE-PASIAL, Agnès BOYER, Nancy CAMARD, Tassien CAPUZZI BOUALAM, Bénédicte CASTRE, Joëlle CLAVEIRE, Magalie COUVERT, Aris DANAN, Michael DELAFOSSE, Gilles DELONELLE, Henry DUMINIER COSTE, Jacques DUMERGUE, Marc DUBOIS, Christian EDDHOMI, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Clémentine FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LAINGOIRSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Rémi MAZIE, Mounira MAJDOUL, Hana MANDROUX, Hervé MARTIN, Mari MASSARI, Christophe NEREALES, Mehdi PASSET, Louis POUCHET, Ingrid QVESTGAARD, Jean-Louis ROUSMEGAS, Philippe SARRIEL, Régis SAUCHI, Robert SUDRA, Odric SUDRES, Philippe THINES, Jean-Louis TOUCHON, Clémentine TROADEC, Robert, Nicolas VIGNAL, Emmanuelle VIGORE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christophe BOURLE, Anthony DE LA GRANGE, Louis FARGIER, Arnaud JULIEN, Christophe LAMPELORCHET, Nafis MIRAGE, François PRIOTER, Frédéric TSTUDNIS, Abou YVERMAN.

### Absents :

Maria José ALHO-CAUMEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Marine PETITOU.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Lancement de la seconde phase de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Marc DUFOUR rapporte :

Depuis plus de dix ans, la Ville déploie un programme cohérent d'interventions en faveur du développement de l'habitat, d'aménagement des espaces publics, de valorisation du patrimoine et de renforcement du commerce et de l'artisanat du centre-ville : l'opération 'Montpellier Grand Cœur'.

A travers cette ambitieuse opération, la Ville de Montpellier souhaite rendre son cœur de ville vivant et attractif pour tous afin d'y accueillir de nouveaux habitants mais aussi des actifs, des visiteurs et des chaland.

Consciente que le commerce du cœur de ville joue un rôle urbain majeur (atout en termes de qualité de vie pour les résidents, secteur d'emploi à soutenir en période économique fragile, facteur de rayonnement urbain et métropolitain, vecteur d'image du patrimoine unique du cœur historique), la Ville de Montpellier a décidé de conduire une politique volontariste en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

Par la délibération n° 2012/ 184 en date du 29 mai 2012, la Ville de Montpellier a entériné le lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités (commerçants, artisans ou toute autre activité exerçant derrière la vitrine). Cette campagne vise à inciter les entreprises à concevoir et réaliser des devantures de qualité en leur proposant un accompagnement sous deux formes :

- une assistance architecturale, consistant en une information personnalisée des commerçants pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture commerciale,
- une subvention sur les travaux ainsi que sur leur maîtrise d'œuvre.

Une participation de l'Etat au titre du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) est mobilisée afin de rendre le dispositif plus incitatif : la subvention de la Ville et du FISAC s'élève ainsi à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20130617 0000084277-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/06/2013  
Réception en Préfecture : 20/06/2013

La dépense totale maximum subventionnable s'élève à 14 000 € HT, répartis en 12 000 € HT pour la devanture et ses éléments et 2 000 € pour la maîtrise d'œuvre, avec un plafond de la subvention totale de 4 900€.

A cela s'ajoutent :

- une subvention pour travaux d'intérêt architectural (majoration de 2 000€ HT du montant des travaux éligibles, soit un maximum de 800 € supplémentaires)
- 300 € de prime forfaitaire si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite.

La dépense est inscrite au budget de la Ville chapitre 908.

L'animation du dispositif fait en outre l'objet d'un partenariat étroit et efficace avec la Chambre de commerce et d'industrie, chargée de relayer l'information auprès des entreprises, de constituer et instruire les demandes de subvention des commerçants.

Pour renforcer l'impact urbain de cette campagne 'devantures', la délibération 2012/184 a défini le principe d'une mise en œuvre progressive en trois phases, dans trois secteurs dont la qualité patrimoniale est reconnue, secteurs protégés (secteur sauvegardé, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou périmètre de ravalement obligatoire.

Le premier périmètre de campagne juillet 2012- juin 2014 concerne environ 950 entreprises, situées un premier périmètre correspondant environ aux secteurs du Sud de l'Ecusson (hors Jeu de Paume et rue de Loge), des rues Universités et Aiguillerie- Ecoles laquées dans le Nord de l'Ecusson, du quartier Gambetta-rue des Généraux-Faubourg du Courreau-Laissac- Rondelet et de l'avenue de Lodève.

Le démarrage graduel mais régulier de la campagne confirme le besoin de pouvoir faire bénéficier de ce dispositif à un nombre élargi d'entreprises de commerçants ou d'artisans. Il est proposé dans la présente délibération l'extension de la campagne à un deuxième périmètre qui sera éligible au dispositif d'aide du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2015.

Le périmètre de la deuxième phase de la campagne concerne les rues suivantes :

Dans l'Ecusson :

- boulevard du Jeu de Paume
- boulevard de l'Observatoire
- boulevard Ledru-Rollin

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard du Professeur Louis Vialleton
- boulevard Henry IV
- place Albert 1<sup>er</sup>
- quai des Tanneurs
- rue de la Fontaine du Pila Saint Gély
- rue du Faubourg de Nîmes
- boulevard de Bonnes Nouvelles
- boulevard Sarraill
- place de la Comédie (NB : côté pair entre le boulevard Sarraill et la rue de la Loge)
- rue de la Loge
- rue de la Draperie rouge
- rue de l'Herberie
- place Castellane
- rue Draperie St Firmin
- rue du Bayle
- rue Ranchin
- rue Philipppy

- place du Petit Scel
- rue de l'Huile
- rue de l'Amandier
- rue Poitevine
- boulevard Ledru-Rollin

Au Sud-Ouest :

- rue du Faubourg Figuerolles (côtés pair et impair)
- rue du Mas de Merle (côtés pair et impair) jusqu'à la rue François Coppee
- boulevard Renouvier jusqu'à la rue Chaptal (côtés pair et impair)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes :

- avenue de Lodève
- rue Louis Braille inclus côté pair
- rue Haguenot dans la section rues Louis Braille – Rues Pierre Fermaud, inclus côté pair
- rue Pierre Fermaud inclus côté pair, avenue de la Liberté
- rue du Faubourg Figuerolles
- place Roger Salengro inclus côté impair
- rue Adam Craponne inclus côté impair
- cours Gambetta
- Plan Cabanes inclus côté pair
- Place Leroy-Beaulieu

Au Sud-Est :

- rue de la Méditerranée (les deux cotés de ces rues inclus)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard Victor Hugo
- place Molière
- rue de Etuves
- boulevard de l'Observatoire
- rue d'Alger
- rue du Grand Saint-Jean inclus côté impair
- place du Bicentenaire
- rue Jules Ferry
- rus du Pont de Lattes
- rue des Deux Ponts
- place de Strasbourg
- rue du pavillon
- rue Colin
- boulevard Vieussens
- boulevard Rabelais
- avenue de Palavas
- rue du pont de Lattes
- avenue Henri Frenay
- rue Aristide Olivier
- rue Du Guesclin
- rue Baudin
- place de la Comédie côté impair

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le lancement d'une deuxième phase de campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités dans le nouveau périmètre tel que défini ci-dessus ;

- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18 juin 2013 |**



## ANNEXES 9



Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Architecture

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 578

### Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

#### Présents :

Fabien ABEKT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Kemi ASSIE, Sophie AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODEIN, Françoise BONNET, Sabrina BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDAS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Pacha DANAN, Titus DASYLVA, Michel DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cedric de SAINT-JOAN, Jean-Marc DI RUGGERO, Jacques DOMERGUE, Michel DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abès EL KANDOUSSI, Joëlle FRÉCHET, Vincent HALUSKA, Clara HART, Franco JAMET, Stéphanie JANNON, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAIDOU, Jérémie MALRE, Chantal MARION, Isabella MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTIARELLI, Philippe SAUREL, Samir TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VENEZIEZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabé YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Andy LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

### Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 dite loi Handicap, a apporté des évolutions fondamentales pour répondre aux attentes des personnes handicapées. Elle a défini les moyens de la participation des personnes handicapées à la vie de la cité et a créé l'obligation de mise en accessibilité des bâtiments et des transports dans un délai maximum de 10 ans.

Toutefois, bien que la loi Handicap ait constitué une avancée importante en matière d'accessibilité, elle n'a néanmoins pas été suffisamment suivie d'effets.

L'échéance de 2015 pour la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports sera difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés. Dans cet objectif, la loi du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité vient renforcer et compléter la loi du 11 février 2005. Ainsi, par ordonnance du 25 septembre 2014 des modifications ont été apportées aux dispositions législatives de la loi Handicap. A compter de cette date et avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des établissements recevant du public (ERP) ou les installations ouvertes au public (IOP) ont désormais la possibilité, pour mettre leurs bâtiments en conformité avec les obligations légales, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap). Cet acte d'engagement volontaire ne se substitue pas à la loi de 2005 mais la complète.

L'Ad'Ap est un document de programmation pluriannuel, qui précise la nature des travaux et leur coût et engage les gestionnaires d'établissement dans un délai de 1 à 3 ans pouvant aller, à titre dérogatoire jusqu'à 9 ans, dont ce sera le cas pour la Ville de Montpellier.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20141217-0000078210-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/2014  
Réception en Préfecture : 19/12/2014



Ces agendas s'adressent aux maîtres d'ouvrages et aux exploitants d'établissements recevant du public. L'engagement à entrer dans la démarche Ad'Ap devra être acté auprès du Préfet avant le 31 décembre 2014 et les dossiers remis au plus tard, le 25 septembre 2015. Les projets Ad'Ap devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. L'Ad'Ap est un engagement irréversible et un dossier validé devra être mené à son terme. Pour cela le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme. Des sanctions pénales et financières seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'Ap.

Aujourd'hui, le bilan des actions menées par la Ville en matière d'accessibilité, se concrétise par son engagement dans la réalisation des diagnostics obligatoires sur les établissements recevant du public. Au vue des diagnostics effectués en 2008, l'estimation du coût des travaux s'élève à près de 40 M€ pour 290 ERP concernés soit un effort financier annuel de 4,4 M€ pour la Ville.

Un subventionnement du FIPHP de l'ordre de 400 000 € pourrait être alloué à la Ville, pour l'ensemble des bâtiments comportant des postes de travail.

Par ailleurs, en Commission Communale pour l'Accessibilité – animée par la Ville – il a été défini en concertation avec les associations que la priorité serait donnée à la mise en accessibilité des Maisons Pour Tous.

Ainsi, des travaux ont déjà été réalisés sur le Centre Culturel Rabelais, la Maison Pour Tous Villon, le Rockstore, l'ancien Hôtel de Ville. Des travaux sont actuellement en cours sur la Maison Pour Tous l'Escoutaire.

Parallèlement à ces actions, a été mise en service la Cartographie sur Internet, indiquant le niveau d'accessibilité des bâtiments audités par la Ville, le Centre Communal d'Action Social, le Conseil Général de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon, ainsi que l'accessibilité des transports, trottoirs, places de stationnements, passages piétons...

Enfin, ces premiers chantiers ont eu pour but de définir une méthodologie de travail et mettre en exergue les travaux connexes non négligeables qu'implique la mise en accessibilité.

Compte tenu de ces décrets et afin de se mettre en conformité avec la législation, il est proposé de déposer auprès du préfet, l'engagement à entrer dans la démarche d'agenda d'Accessibilité programmée, afin de poursuivre les actions de mise en accessibilité déjà entreprises.

Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter un ou plusieurs cabinets afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- D'inscrire la dépense dans le cadre d'une autorisation de programme selon le plan pluriannuel d'investissement ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation du projet,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

## Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lucienne ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rami ASSIE, Sophie AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Mand BODIN, Françoise BORNET, Sébastien BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRUSSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTEL, Mylène CHABDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUE, Paul DANNAN, Tréma DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DE RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Stéphane DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clém HART, France JAMET, Sébastien JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Anthony LLEDO, Henri MAILLET, Minnie MAIDOU, Jean-Marie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MEKALIZES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Veronique PEREZ, Khouloud PECHTIRASANG, Patrick KIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Samir TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERHEZZER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Kadi YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Veronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

## Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre son engagement pour la mise en accessibilité de ses bâtiments déjà entrepris en 2008 et pour répondre aux obligations législatives issues de la loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la Ville de Montpellier, par délibération du 17 décembre 2014 s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

A ce sujet, Il est rappelé que l'ordonnance du 26 septembre 2014, a validé un système dérogatoire, accordant ainsi, aux gestionnaires recevant du public (ERP), la possibilité de mettre leurs bâtiments en conformité, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Toutefois et afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, un dossier d'Ad'Ap doit être transmis, pour instruction au Préfet, avant fin septembre 2015.

Pour ce faire, la Ville s'est associée les services d'un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mener à bien les études nécessaires en vue d'établir un état des lieux exhaustif du patrimoine.

Cette étape préalable a permis de construire le dossier d'Ad'Ap et ainsi :

### • D'identifier les ERP devant être mis en conformité et l'impact budgétaire :

- 490 ERP répartis sur 295 sites ont été intégrés dans le dossier AD'AP,
- Les diagnostics des ERP du premier groupe ont été réalisés avant 2011,
- Depuis mars 2015, la mise à jour des diagnostics selon la nouvelle réglementation et les diagnostics complémentaires (petit ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie) ont été réalisés.

Le résultat à ce niveau de l'étude met en exergue 7 679 obstacles à résoudre pour un budget global d'opération de travaux de 35 000 000 € TTC soit une moyenne par site de 118 000 € TTC.

Par ailleurs, 45 dérogations seront demandées compte tenu de l'impossibilité technique pour solutionner certaines réalisations de mise en conformité, la préservation du patrimoine historique et également la disproportion manifeste relative à la fréquentation effective des bâtiments.

▪ **D'établir le planning de la mise en œuvre de l'Ad'Ap :**

- Dépôt du dossier en préfecture avant fin septembre 2015,
- Préparation budgétaire et lancement des marchés de maîtrise d'œuvre : dernier trimestre 2015,
- Démarrage des travaux en 2016,
- Travaux prévues sur 3 périodes de 3 ans selon les priorités de mise en conformité et la complexité des réalisations : 2016-2018, 2019-2021, 2022-2024.

▪ **De proposer une stratégie financière soutenable pour le budget de la ville :**

De ce fait, les budgets d'opérations de travaux pourront s'effectuer par palier :

- Le premier palier présentant une mise en charge progressive sur 3 ans, s'élèvera de 1 500 000 € à 4 000 000 €, le deuxième palier à 4 000 000 € annuel et enfin un dernier palier à 5 000 000 € annuel.

La dépense de la Ville à la fin de la première période de 3 ans s'élèvera à 8 000 000 € soit 23 % du budget global Ad'Ap.

Enfin, cette étude menée en concertation avec les Services de la Ville concernés par la réglementation de mise en accessibilité au travers de 3 comités de pilotage et 8 comités techniques, a également été présentée en groupes de travail de la Commission Communale d'Accessibilité des 26 juin et 21 juillet 2015, et a été approuvée par ses membres.

Par conséquent, au vu des éléments produits et afin de permettre à la Ville de bénéficier du dispositif en vigueur, il est proposé de déposer auprès du Préfet le dossier d'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dossier d'Ad'AP ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation de mise en conformité des établissements de la Ville recevant du public ;
- de modifier l'autorisation de programme votée au Conseil Municipal du 30 mars 2015 pour adapter le montant à 35 000 000 € ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



## ANNEXE 10



Direction des Ressources Humaines  
Service Prévention des Risques Professionnels

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier  
n° 2014 / 563

### Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20141217-0000076197-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/2014  
Réception en Préfecture : 19/12/2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, René ASSIE, Sophie AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODEIN, François BONNET, Sébastien BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHADES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Paul DANAN, Trina DASYLYA, Michaël DELAFOSSE, Veronique DEMON, Cédric de SAINT-JOAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michaël DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Jolien FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clara HART, Franco JAMET, Sophie JANIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPFOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOORE, Caroline NAVARRE, Elmadfaï PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Samuël TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBEZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Robi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :  
Nancy CANAUD, Andrey LLEDO, Veronique PEREZ.

Absents :

### Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de la protection de la santé des agents municipaux en adoptant une politique de prévention des risques professionnels votée par le CHS en janvier 2013. La gestion du Handicap au travail représentant un des axes stratégiques majeurs de cette politique, il a été décidé de conventionner avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), qui est un établissement public alimenté par les contributions versées par les employeurs qui n'atteignent pas le taux légal d'emploi de 6% de personnes handicapées. Grâce à ces fonds récupérés, le FIPHFP peut ensuite aider financièrement les collectivités dans la mise en œuvre d'actions participant à l'insertion et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi, ce conventionnement permettra de compléter les moyens déjà mis en œuvre par la collectivité pour la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés dans le cadre de la politique « Handicap et Maintien dans l'Emploi ».

Intégré à la politique RH, ce volet handicap et maintien dans l'emploi répond à des objectifs contextuels et conjoncturels qui sont de 3 ordres :

- Faciliter l'intégration, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ;
- Contribuer à la dynamique de préservation de la santé au travail en cohérence avec les missions confiées au service Prévention
- Répondre et faire face aux conséquences de l'allongement de la vie au travail, à la montée en âge des effectifs et tenir compte des effets de la pénibilité au poste.

Cette politique vise également à améliorer la situation des agents en situation de Handicap en leur permettant de bénéficier de multiples aides :

- Aménagement de poste (achat de matériel, accessibilité au poste, aménagement horaire, transports adaptés, prothèses auditives, auxiliaire de vie professionnelle ...)

- Accès aux dispositifs de mobilité prioritaire
- Bilans de compétence adaptés et formations liées à la compensation du handicap
- Accès à des dispositifs d'aides spécifiques en fonction du handicap

Dans sa volonté d'élaborer un projet au plus près des besoins de ses agents, la Ville a voulu s'appuyer sur une méthodologie participative impliquant tant les bénéficiaires de l'obligation d'emploi que les acteurs du maintien dans l'emploi.

Ainsi, au cours du premier semestre 2014, le Cabinet Arthur Hunt Consulting, prestataire retenu pour accompagner la collectivité dans ce projet de conventionnement, a réalisé un diagnostic de la situation d'emploi de la Ville intégrant:

- Une analyse de la situation de la collectivité au regard des obligations liées à la déclaration annuelle de l'emploi des travailleurs handicapés.
- Le recensement des processus RH en lien avec le maintien dans l'emploi et l'intégration de personnes en situation de handicap
- La rencontre de plus de 60 personnes ressources (élus, Direction Générale, cadres et experts de la DRH, Directions opérationnelles, partenaires sociaux élus au CHS)
- L'envoi d'un questionnaire auprès de l'ensemble des agents pour évaluer la perception, les attentes et les impacts éventuels liés à l'intégration et au maintien dans l'emploi d'agents en situation de handicap et animation de 6 tables rondes, véritables lieux d'échange, pour l'encadrement et les Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi.

Fort de ce constat, il a été ensuite possible d'identifier les avancées, les réussites, les points de blocage, puis de déterminer le plan d'actions à mettre en œuvre sur les 3 prochaines années, durée de vie de la Convention, à partir des 6 thématiques retenues :

- Organisation du projet et le recours au secteur protégé,
- Le recrutement et l'insertion des travailleurs handicapés,
- Le maintien dans l'emploi,
- L'accessibilité,
- La formation,
- La sensibilisation et la communication

Ouverts aux acteurs DRH, aux experts de la santé au travail, aux cadres et aux partenaires sociaux élus au CHS, ces groupes de travail ont permis de définir les actions, d'identifier des aides adaptées aux attentes des personnels tout en déterminant un cadre d'intervention (objectif, action, planification, budget...). Le diagnostic préalable au projet de conventionnement ainsi que le plan d'action ont été présentés au CHS le 26 juin 2014 et la convention ci-jointe a été soumise au CHS du 20 novembre 2014. Le projet a été validé par le Comité National d'Engagement du FIPHFP le 13 octobre 2014, étape préalable à la présentation du projet au Comité Local d'Engagement le 27 novembre 2014.

Ce projet de conventionnement est basé sur l'identification d'actions reposant sur trois axes stratégiques répartis en 10 fiches action permettant de renforcer la lisibilité des enjeux poursuivis par la Ville et contribuant à la mise en place d'une politique pérenne d'intégration du handicap au travail :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Pour atteindre ces objectifs, le FIPHFP alloue à notre collectivité une enveloppe budgétaire provisionnelle au début de chaque année. Les dépenses afférentes au conventionnement sont donc inscrites au budget de la collectivité mais sont compensées par l'enveloppe provisionnelle versée préalablement par le FIPHFP. Ainsi, pour bénéficier de l'intégralité de l'aide versée par le FIPHFP, notre collectivité doit s'attacher à réaliser l'ensemble des actions formalisées dans le projet de conventionnement.

Bien que la collectivité bénéficie d'un financement très important (près d'un million d'euros pour 3 ans), le pilotage de ce conventionnement induit un investissement de la ville tant par les ressources humaines sollicitées que par la mise en œuvre de certaines actions non financées.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a décidé, dès 2014, de doter chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap. Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics du Languedoc- Roussillon animé par le préfet de région. Il est proposé que la Mairie de Montpellier puisse intégrer ce dispositif en autorisant Monsieur le Maire à signer la Charte Handi-Pacte Languedoc-Roussillon conclue pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention ci-jointe ;
- D'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget municipal aux chapitres 920 et 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la Charte Handi-Pacte ci-jointe, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



## **ANNEXE 11**

Délibération n° 13563



### **SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016**

Extrait du Registre des Délibérations

\*\*\*\*\*

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF.

**Pouvoir(s):**

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

**Absent(es):**

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORT EN COMMUN - GRATUITÉ POUR LES ACCOMPAGNATEURS DES PERSONNES HANDICAPÉES - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Lors de la séance du 12 novembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le Schéma Directeur Accessibilité – Agenda d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) de son réseau de transport en commun.

Ce Schéma définit les points d'arrêt voyageurs prioritaires et les engagements pris par la Métropole pour réaliser les aménagements nécessaires à leur mise en accessibilité ainsi que les financements qui en découlent.

Au titre du Sd'AP, 174 points d'arrêt prioritaires du réseau seront rendus accessibles.

De plus, dans le cadre de sa politique volontariste en matière d'accessibilité qui vise à permettre à tous de se déplacer sur son réseau de transport, la Métropole a souhaité aller au-delà des obligations réglementaires fixées par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014.

Ainsi, dans le cadre du Sd'AP, la Métropole poursuivra en concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées (CLCPH) la mise en accessibilité des arrêts, y compris ceux qui n'ont pas été identifiés comme prioritaires.

Ces investissements qui seront consentis en faveur des points d'arrêt complètent les financements déjà mis en œuvre par la Métropole pour proposer, à tous les voyageurs, des matériels roulants accessibles.

Cependant, certaines personnes plus lourdement handicapées auront toujours besoin d'un accompagnant lors de leur déplacement.

C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accorder la gratuité à l'accompagnateur d'une personne handicapée qui voyage sur le réseau TaM lorsque cette dernière est munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tierce personne ».

Cette disposition pourrait rentrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> février 2016. Elle sera notifiée au délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe, sur le réseau TaM, d'une gratuité des accompagnateurs des personnes handicapées munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tiers personne » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 03/02/2016  
Déposé En Préfecture  
Le : 03/02/16  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20160127-lmc1108691-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/02/16  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

MAIRIE DE MONTPELLIER  
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE  
1 place Georges Frêche - 34297 Montpellier Cedex 2  
Tél. 04 67 34 70 00  
Tramway 1 et 5, arrêt "Maurice - Hôtel de Ville"  
Tramway 4, arrêt "Georges Frêche - Hôtel de Ville"

montpellier.fr



Montpellier - Une ville à la fois... 04 67 34 70 00